

LE MÉGAPROJET FERROVIAIRE DE LA LIGNE MINIÈRE OUEST

Un levier fondamental pour l'économie nationale

La réalisation du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière ouest reliant Bechar, Beni Abbas, Tindouf et Gara Djebilet sur près de 950 km, constitue l'un des chantiers les plus importants de l'année 2025 et un levier fondamental pour l'industrie et l'économie nationale. P 3



LOI DÉFINISSANT LES SERVICES DE CONFIANCE POUR LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES

Un pas important pour soutenir la transition numérique

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, la loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique. P 2

NOUVELLE ÉQUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Substitution aux importations et cap sur l'investissement productif

La substitution aux importations s'impose désormais comme un axe central de la nouvelle politique économique de l'Algérie, visant à renforcer la production nationale, réduire la dépendance aux marchés extérieurs et consolider les équilibres macroéconomiques. Cette orientation a été au cœur d'un jour d'étude organisé en marge du Salon de la production nationale, consacré au thème « La substitution aux importations comme priorité pour l'orientation de l'investissement », en présence de plusieurs membres du gouvernement et de responsables institutionnels. P 5

CONTRIBUTION

L'an 2025, le début de la fin des illusions

L'année 2025 s'achève, marquant la fin du premier quart de ce siècle. Elle aura été riche en événements dans tous les domaines, économique, financier, politique, social, médiatique, scientifique et technologique. Au terme de ce premier quart du 21ème siècle, on aura observé une sorte d'accélération de l'histoire de l'humanité, en particulier avec le développement spectaculaire de l'Intelligence Artificielle (terme impropre pour désigner une autre forme de production du savoir, une simple transposition de la langue anglaise) et de la robotique. (1ère partie)

Par Naceur Bourenane, ancien Haut fonctionnaire de la Banque Africaine de Développement (BAfD) P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le ministre inaugure le Centre national de recherche en mathématiques appliquées P 2

ENTREPRENEURIAT

Plus de 3 500 projets financés par NESDA P 3

APN

Adoption du projet de loi portant code de la route P 2

APN

Adoption du projet de loi portant code de la route

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, le projet de loi portant code de la route, qui vise à renforcer la sécurité routière. Le projet de loi a été adopté lors d'une plénière, présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, ainsi que d'autres membres du Gouvernement. Le texte prévoit une série de dispositions visant à réduire les accidents de la route, à renforcer la sensibilisation à la sécurité routière et à durcir les sanctions contre les infractions graves, en vue d'assurer la protection des personnes et des biens, en alliant sensibilisation et dissuasion pour faire baisser le nombre d'accidents et de victimes. Le projet de loi consacre, par ailleurs, le principe de la responsabilité pénale et civile de toutes les parties impliquées dans des accidents de la route, sur la base des enquêtes menées par les services de sécurité compétents.

ANEP

Organisation d'une rencontre samedi prochaine sur l'ouvrage «Mosquées et sanctuaires d'Algérie»

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité a le plaisir de vous convier à la couverture de la rencontre animée par l'historien et archéologue Abderrahmane KHELIFA autour de son dernier ouvrage «Mosquées et sanctuaires d'Algérie». Cette rencontre se tiendra le samedi 27 décembre 2025 à partir de 14h, à la librairie Chaïb Dzaïr sise 01, Avenue Pasteur, Alger-Centre. Votre présence contribue fortement à la valorisation du patrimoine historique de l'Algérie.

LOI DÉFINISSANT LES SERVICES DE CONFIANCE POUR LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES

Un pas important pour soutenir la transition numérique

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mercredi, la loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique. Cette loi vise à mettre en place un nouveau cadre national de certification électronique permettant d'instaurer un environnement numérique de confiance et de renforcer la sécurité des systèmes d'information nationaux. Ce nouveau cadre réglementaire repose sur la seule Autorité nationale de certification électronique (ANCE) dans le but d'unifier la gestion des services de confiance dans les domaines gouvernemental et économique.

Par Réda Hadi

«L'Algérie franchit une étape décisive dans son processus de transformation numérique avec l'adoption d'un nouveau projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique». C'est en ces termes que le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki a salué l'adoption de cette loi devant les élus de la nation. Ainsi donc, Zerrouki, lors de son discours a précisé que ce texte, qu'il a qualifié de pierre angulaire de la stratégie nationale de numérisation, vient renforcer l'arsenal juridique nécessaire à l'essor d'une économie numérique sécurisée, souveraine et durable. S'inscrivant dans la vision portée par le président de la République, qui accorde une importance stratégique à la modernisation numérique de l'État, cette loi vise avant tout à accompagner le pays dans la dynamique mondiale de l'évolution technologique. Elle établit un cadre juridique global et cohérent permettant de consacrer la confiance, la sécurité et la valeur juridique des échanges numériques, condition es-

sentielle à la généralisation des services digitaux. Au cœur de ce dispositif figure la structuration des services de confiance, de l'identification électronique et des transactions électroniques. Poursuivant sa déclaration, le ministre a insisté que l'objectif affiché est d'encourager l'utilisation des outils numériques en toute sécurité, aussi bien dans les administrations publiques que dans les sphères économique et sociale. La loi ambitionne également de renforcer la souveraineté numérique nationale, en sécurisant les systèmes d'information et en repensant en profondeur le schéma de certification électronique. Le texte adopté repose sur une vision intégrée visant à instaurer un environnement numérique fiable, fondé sur la sécurité juridique et technique. Expliquant les détails de cette loi, le ministre indique que cette loi prévoit, dans ce cadre, la création d'une autorité nationale unique de certification électronique. Cette structure aura pour mission d'unifier, d'organiser et de gérer l'ensemble des services de confiance, garantissant leur cohérence et leur efficacité. Dans le secteur gouvernemental, ces services seront assurés de manière permanente, tandis que

dans le secteur économique, ils seront proposés à titre transitoire jusqu'à l'instauration d'une concurrence effective. Le principe de gratuité des services de confiance dans le secteur public est également consacré, renforçant ainsi l'accès équitable aux outils numériques. Au-delà de la certification et de la signature électronique, la nouvelle loi élargit considérablement le champ des services de confiance. Elle intègre un ensemble moderne et diversifié de prestations, incluant les différents types de signatures et de cachets électroniques reconnus, les services de validation et de conservation, l'horodatage électronique, l'envoi électronique recommandé, ainsi que les certificats d'authentification des mécanismes de l'Internet. Cette approche globale vise à renforcer la fiabilité des transactions numériques et à instaurer un climat de confiance indispensable à leur généralisation. À travers cette loi, l'Algérie se dote d'un instrument stratégique pour réussir sa transition numérique, stimuler l'innovation, moderniser l'action publique et créer les conditions d'une économie numérique compétitive et souveraine, a-t-il conclu.

INDUSTRIE

L'Algérie et l'Inde explorent de nouvelles perspectives de coopération

Le ministre de l'Industrie M. Yahia Bachir a reçu, mardi soir, l'ambasadrice de la République de l'Inde en Algérie, Mme. Swati Vijay Kulkarni, avec laquelle il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine industriel, en mettant l'accent sur le développement de partenariats pratiques à forte valeur ajoutée entre les deux pays.

Selon un communiqué du ministère, la rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère ainsi que du chef de cabinet du ministre de l'Industrie. Elle a permis de passer en revue les potentialités disponibles et les opportunités prometteuses susceptibles de constituer une base solide pour l'élargissement de la coopération industrielle et l'échange d'expertises entre l'Algérie et l'Inde.

À cette occasion, le ministre de l'Industrie a réaffirmé la volonté de l'Algérie d'approfondir ses relations industrielles avec le partenaire indien, en accordant une priorité particulière aux projets reposant sur le transfert de savoir-faire et de technologies avancées, ainsi qu'à l'encouragement des investissements productifs contribuant au renforcement des capacités industrielles nationales.

Enfin, les deux parties ont souligné l'importance d'intensifier les efforts conjoints et de renforcer la coordination afin de concrétiser des initiatives opérationnelles et des projets tangibles, à même de servir les intérêts communs et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération industrielle entre l'Algérie et l'Inde.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le ministre inaugure le Centre national de recherche en mathématiques appliquées

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a inauguré, mercredi, le Centre de recherche en mathématiques appliquées au Pôle scientifique et technologique "chahid Abdelhafid-Ihaddaden" à Sidi Abdellah (Alger). L'inauguration de ce Centre, le premier du genre en Algérie, s'inscrit dans le cadre de "la vision stratégique de développement de l'Algérie victorieuse, fondée sur les mathématiques appliquées et l'intelligence artificielle, en tant que piliers fondamentaux du développement national durable", a précisé M. Baddari. Ce Centre aura pour mission de fournir au gouvernement des données et des statistiques destinées à appuyer la prise de décision dans les domaines économique, social, sanitaire et autres, tout en assurant "un accompagnement scientifique précis pour atteindre les objectifs opérationnels de la

vision de développement de l'Algérie pour la période 2024-2029. Le directeur du Centre de recherche en mathématiques appliquées, M. Ahmed Semri a, pour sa part, affirmé que l'inauguration de cet édifice scientifique intervient en "concrétisation d'une vision nationale selon laquelle la recherche scientifique, notamment en mathématiques appliquées, représente un pilier fondamental du développement durable et un appui stratégique à l'innovation, à la prise de décision et à l'accompagnement des transformations scientifiques et technologiques accélérées". Le Centre se veut également "un espace de recherche avancée et un pont reliant la théorie à la pratique, ainsi que l'université à son environnement socio-économique", faisant ainsi des mathématiques appliquées "un outil de référence pour la promotion des secteurs industriels, économiques

et sociaux, la prise de décision et l'amélioration de la rentabilité". A cette occasion, une journée d'étude sous le thème: "Des données à la prise de décision.. Mathématiques appliquées: science des données et intelligence artificielle pour les infrastructures de demain", a été organisée, avec la participation de nombreux chercheurs, ainsi que du président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji. L'événement a aussi été marqué par la signature de plusieurs conventions bilatérales entre le Centre national de recherche en mathématiques appliquées et l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO), et l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). Une autre convention a, en outre, été signée entre l'ENSM et l'ENPO d'Oran.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MÉGAPROJET FERROVIAIRE DE LA LIGNE MINIÈRE OUEST

Un levier fondamental pour l'économie nationale

La réalisation du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière ouest reliant Bechar, Beni Abbes, Tindouf et Gara Djebilet sur près de 950 km, constitue l'un des chantiers les plus importants de l'année 2025 et un levier fondamental pour l'industrie et l'économie nationale.

Synthèse S R.A.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Teboune avait donné, en novembre 2023, le lancement des travaux de ce mégaprojet qui constitue un acquis majeur pour le développement économique et social des wilayas du sud-ouest du pays, selon des spécialistes en économie. Cette nouvelle ligne ferroviaire permettra d'étendre le réseau national, moderniser l'industrie minière et assurer la connexion de la zone minière de Gara Djebilet et d'autres wilayas, notamment Bechar et Beni-Abbes, aux pôles industriels et portuaires du nord-ouest du pays, sur une distance globale d'environ 2.000 km. Elle jouera, par ailleurs, un rôle déterminant dans le développement de l'industrie sidérurgique du pays, ont-ils expliqué, ajoutant que sa mise en service facilitera l'accès aux ressources minières de la région sud-ouest du pays, renforcera les capacités de l'industrie sidérurgique et contribuera de manière significative à la création de nouveaux emplois. Pour le directeur du laboratoire d'études économiques et de développement local du sud-ouest de l'Université de Bechar, Abdessamad Boudi, les retombées de ce projet se feront sentir durablement, tant dans l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet que dans le développement du transport ferroviaire. L'exploitation de ce gisement, désormais ren-

due possible, représente un projet structurant susceptible de façonner l'avenir industriel et minier de la région et du pays. Ce mégaprojet s'inscrit également dans une démarche visant à concilier l'exploitation des ressources naturelles de cette région avec les exigences du développement durable et contribuera à la diversification de l'économie nationale et à la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, a-t-il expliqué. Pour sa part, l'économiste et enseignant à l'UTMB, Mebarek Benzair, a souligné que cette ligne ferroviaire contribuera à renforcer le réseau national de transport des minerais et redynamiser l'exploitation des ressources minières et les échanges intérieurs de marchandises et de voyageurs. Il a ajouté que ce projet a permis de désenclaver plusieurs zones, notamment la commune frontalière de Tabelbala, située à 424 km au sud du chef-lieu de Beni Abbes. Son intégration au réseau national devrait transformer durablement l'équilibre économique et social régional, notamment grâce à la création prévue d'unités de traitement et de transformation du fer le long du tracé traversant les wilayas de Bechar, Beni Abbes, Tindouf, Nâama et, au-delà, celles du nord-ouest du pays. Dans ce cadre, l'agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) a assuré un suivi quotidien de ce projet, dès le lancement des travaux, confiés à des groupements d'entreprises publiques, en collaboration, sur cer-

tains tronçons, avec un partenaire chinois, à savoir le groupe China Railway Construction Corporation Limited (CRCC), a indiqué le directeur central de la communication de cette agence, Abdelkader Mazar, ajoutant que les chantiers de ce mégaprojet, ayant engendré la création de plus de 8.000 emplois (cadres et agents de maîtrise), ont fait l'objet d'un suivi rigoureux et quotidien assuré par la direction générale, les experts et les cadres techniques de cette même agence. Selon M. Mazar, «ce suivi a été assuré dans le but exclusif de respecter les délais de réalisation et garantir une mise en œuvre conforme aux standards nationaux et internationaux, que ce soit pour les infrastructures techniques ou les divers ouvrages d'art au nombre de 1.431 ouvrages, dont 45 ponts ferroviaires, 48 ponts routiers et 1.338 autres ouvrages hydrauliques, et ce, tout au long de son tracé, traversant des zones sahariennes des wilayas de Bechar, Beni-Abbes, Tindouf et Gara Djebilet». Initialement prévu pour une livraison progressive entre mars et juin 2026, ce projet a été concrétisé sur le terrain dans des délais records, grâce à la compétence et au savoir-faire des gestionnaires et cadres techniques de l'ANESRIF, ce qui témoigne à la fois des capacités remarquables de l'ANESRIF et celles des entreprises publiques et du partenaire chinois, impliquées dans sa mise en œuvre, ont indiqué plusieurs responsables locaux des services techniques des wilayas concernées par ce mégaprojet.

NOUVELLE ÉQUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Substitution aux importations et cap sur l'investissement productif

Par Adem A.

La substitution aux importations s'impose désormais comme un axe central de la nouvelle politique économique de l'Algérie, visant à renforcer la production nationale, réduire la dépendance aux marchés extérieurs et consolider les équilibres macroéconomiques. Cette orientation a été au cœur d'un jour d'étude organisé en marge du Salon de la production nationale, consacré au thème « La substitution aux importations comme priorité pour l'orientation de l'investissement », en présence de plusieurs membres du gouvernement et de responsables institutionnels. À cette occasion, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a souligné que la substitution aux importations constitue « un choix stratégique et une priorité nationale pour orienter l'investissement productif », insistant sur son rôle déterminant dans l'amélioration de la balance des paiements et la valorisation des capacités nationales. Selon lui, l'Algérie adopte aujourd'hui une vision économique renouvelée, fondée sur l'investissement productif comme véritable moteur de développement, dans une démarche visant à réduire la dépendance extérieure et à renforcer la souveraineté économique. Omar Rekkache a rappelé que les expériences internationales démontrent que les économies ayant réussi à bâtir des bases industrielles solides sont celles

qui ont su orienter leurs investissements vers la valorisation des ressources locales, le développement des chaînes de valeur et l'adéquation entre projets d'investissement et demande réelle du marché. Il a précisé que la substitution aux importations ne saurait être envisagée comme une mesure conjoncturelle, mais comme un processus stratégique durable nécessitant une cohérence entre politiques d'investissement et politiques commerciales. Dans cette perspective, le responsable de l'AAPI a mis en lumière plusieurs filières présentant un fort potentiel de substitution, notamment les industries agroalimentaires liées aux céréales, aux huiles, au sucre et aux produits laitiers, ainsi que les industries de transformation, les intrants industriels, les matériaux de construction, les composants et pièces de rechange destinés aux équipements industriels, agricoles et aux moyens de transport.

Plus de 7600 projets pour la substitution aux importations

Selon un bilan de l'Agence, plus de 7600 projets visant la substitution aux importations à travers la production locale sont enregistrés à l'AAPI, et devant générer plus de 270.000 emplois. D'après ce bilan présenté lors des travaux d'une journée d'étude organisée par l'AAPI sur la substitution aux importations, sur un total de 19054 projets enregistrés au niveau

des guichets uniques décentralisés et du guichet unique dédié aux grands projets et aux investissements étrangers, 7656 projets contribuent à la substitution aux importations, pour une valeur totale de 27,4 milliards de dollars. Parmi ces investissements, les données de l'AAPI font état de l'enregistrement de sept (7) projets dans le secteur de la fabrication de pneumatiques, d'une valeur de 1,28 milliard de dollars. Ces projets devraient générer 7259 emplois et une capacité de production de 20 millions unités par an, dont environ 5 millions destinées aux véhicules lourds. Il s'agit également de l'enregistrement de 158 projets dans le domaine de la fabrication de pièces détachées, avec une valeur d'investissement de 373 millions de dollars, devant permettre la création de 7994 emplois. Pour atteindre les résultats escomptés en matière de substitution aux importations par la production locale, l'Agence a recommandé de conjuguer de manière efficace et méthodique les efforts des différents acteurs économiques, notamment à travers l'exploration des opportunités d'investissement à viabilité économique. Elle a également appelé à renforcer la coordination entre l'AAPI, les départements ministériels et les entreprises de production, pour un diagnostic plus précis des besoins de l'économie nationale, ce qui contribue à orienter les investissements vers les activités à forte valeur ajoutée.

ENTREPRENEURIAT Plus de 3 500 projets financés Par NESDA

Par M. A.

À travers une stratégie recentrée sur la formation, l'accompagnement et le financement ciblé, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) œuvre à la mise en place d'un tissu économique plus structuré et durable, en phase avec les exigences de la transformation industrielle engagée par les pouvoirs publics. Depuis la réorganisation de l'agence, près de 30 000 bénéficiaires ont été formés, dont 18 000 dans le développement entrepreneurial et 12 000 dans des formations qualifiantes. Sur le plan du financement, 3 500 projets ont déjà été soutenus à ce stade. La relance du dispositif national d'appui à l'entrepreneuriat commence ainsi à livrer des indicateurs révélateurs d'un changement de cap assumé. Des résultats tangibles que le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha, qualifie de stratégiques. « Nous avons fait le choix de placer la formation au cœur du dispositif, car créer une entreprise sans préparer le porteur de projet revient à fragiliser l'investissement dès le départ », a-t-il expliqué lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, soulignant que l'objectif n'est plus seulement de créer, mais de faire durer. Cette orientation se reflète également dans le profil des bénéficiaires. Environ 70 % des porteurs de projets accompagnés par la NESDA sont issus de la formation professionnelle, un vivier que l'agence considère comme particulièrement adapté aux besoins réels de l'économie. « Les diplômés de la formation professionnelle disposent d'un savoir-faire concret, directement mobilisable dans l'industrie, la sous-traitance et les services productifs. Notre rôle est de transformer ces compétences en projets viables », a précisé Bilal Achacha. Sur le volet financier, le dispositif affiche une dynamique appelée à s'intensifier. Pour le directeur général de la NESDA, les résultats enregistrés ne constituent qu'une première étape. « Nous sommes encore dans une phase de montée en puissance. L'objectif est clair : atteindre une capacité de création de 10 000 micro-entreprises par an, mais des entreprises mieux préparées, mieux accompagnées et mieux intégrées dans le tissu économique », a-t-il affirmé. Cette ambition s'inscrit dans une vision plus large, dans laquelle l'entrepreneuriat n'est plus perçu comme une réponse sociale conjoncturelle, mais comme un véritable levier de développement économique. La NESDA mise ainsi sur une articulation étroite entre formation, financement et accompagnement post-crédation, afin de favoriser l'émergence d'entreprises capables d'évoluer, de s'insérer dans les chaînes de valeur et, à terme, de contribuer à la réduction des importations.

PATRONAT

Le CREA tient la première réunion de son nouveau bureau exécutif

Les travaux de la première réunion des membres du nouveau bureau exécutif du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) se sont tenus mardi soir, sous la présidence de Kamel Moula. La rencontre a été consacrée à la définition des missions des membres et à la mise en place des bases organisationnelles de la prochaine phase d'action. Selon un communiqué de l'organisation patronale, la réunion a été marquée par des échanges et des discussions approfondis entre les membres du bureau exécutif, permettant de fixer les attributions de chaque membre, tout en abordant plusieurs points importants liés au fonctionnement et à la gestion des activités du Conseil. Cette rencontre a également constitué une occasion pour examiner l'élaboration de la feuille de route des activités du CREA au début du premier semestre de l'année 2026, dans le but de renforcer le rôle du Conseil et de consolider la dynamique de son action au cours de la période à venir. Pour rappel, Kamel Moula a été réélu, à l'unanimité, à la tête du Conseil du renouveau économique algérien, le 17 décembre dernier, pour un second mandat de trois années.

PRIX DE L'OR

Plus de 4.500 dollars l'once

L'or a atteint un nouveau record mercredi en dépassant 4.500 dollars l'once pour la première fois, sur un marché propulsé notamment par des perspectives de baisses de taux de la banque centrale américaine. Le métal jaune, valeur refuge par excellence, a grimpé jusqu'à 4.519,78 dollars les 31,1 grammes, son prix ayant bondi de plus de 70% depuis le début de l'année 2025. Cette nouvelle hausse s'inscrit dans une appréciation plus générale des cours des métaux: l'argent et le cuivre avaient eux aussi touché de nouveaux sommets mardi, tandis que le platine enregistrait son plus haut depuis mai 2008. En parallèle, les investisseurs anticipent de nouvelles baisses de taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed) en 2026, après des données récentes traduisant un affaiblissement du marché du travail américain et un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis.

EXPLOITATION DE LA MINE DE GARA DJEBILET

Une délégation ministérielle en visite à Béchar pour s'enquérir des préparatifs de l'évènement

Une importante délégation ministérielle a effectué, mardi, une visite de travail à Bechar, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs liés au grand évènement marquant le lancement de l'exploitation du minerai de fer de Gara Djebilet, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette délégation est composée du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, du ministre d'Etat, ministre des Hydrocar-

bures et des Mines, M. Mohamed Arkab, du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, ainsi que de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi. La délégation comprend également le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui, le directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Boualem Bourelaf, entre autres. Lors de la visite, la délégation ministérielle, accompagnée des autorités locales, a inspecté plusieurs sites du tronçon de cette ligne ferroviaire traversant le chef-lieu de la wilaya. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la

préparation du grand évènement marquant l'inauguration officielle de ce mégaprojet ferroviaire stratégique, destiné à la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet. Lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine, fin novembre, le président de la République avait affirmé qu'il se rendra dans la wilaya de Béchar "pour présider une cérémonie historique à l'occasion de l'arrivée du fer extrait de la mine de Gara Djebilet dans la wilaya de Bechar via la ligne ferroviaire minière Tindouf-Bechar, et ce pour la première fois depuis l'indépendance".

APN

Adoption de la loi organique portant statut de la magistrature

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mercredi, le projet de loi organique portant statut de la magistrature, qui vise à améliorer le fonctionnement du service public judiciaire. Le texte a été adopté lors d'une plénière, présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, ainsi que d'autres membres du Gouvernement. Cette loi consacre la supervision, par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), de l'ensemble des questions profession-

nelles et disciplinaires liées au magistrat, "en confiant exclusivement au CSM la gestion de la carrière professionnelle du magistrat". Elle prévoit également "la création de nouvelles fonctions judiciaires ouvrant droit à une promotion pour exercer au niveau de la Cour suprême et du Conseil d'Etat, en conférant au CSM la prérogative d'y procé-

der par voie de détachement". "Il s'agit de la fonction de juge adjoint". S'agissant du volet lié au "renforcement de l'indépendance du magistrat" et à "la préservation de l'honneur de la magistrature", la loi fixe les critères de mutation du magistrat ainsi que la possibilité de solliciter une mutation dans le cadre du mouvement annuel des magistrats ou pour des motifs objectifs.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Décembre 2025

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ¹ د ج / كغ			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Produits					
Légumes frais	Pomme de terre	70	80	60	البطاطا
	Tomate	128	149	108	الطماطم
	Oignon sec	61	69	54	البصل الجاف
	Ail sec	758	827	688	الثوم الجاف
	Carotte	86	97	75	الجزر
	Navet	103	116	90	اللفت
	Choux fleur	88	99	77	قرنبيط
	Choux	86	98	74	الكرونب
	Courgette	163	179	147	الكوسة
	Haricot vert	323	351	295	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	141	155	126	الخس
Fruits frais	Clémentine	181	220	143	كليمونتين
	Orange	159	192	126	البرتقال
	Citron	148	171	125	الليمون
	Pomme locale	377	462	291	التفاح المحلي
	Datte	488	627	349	التمر
	Banane	481	497	464	الموز
	Grenade	1900	2053	1747	الرمان
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	336	349	324	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	21	22	19	الدجاج
	Œufs (Unité)	95	102	89	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	70	80	60	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	330,00	+3,45	1,35	-21,37	5,82	10,61	5000	1 650 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,86	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,69	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,02	1,63	10,97	5,43	9643	22 178 900,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-0,06	-8,60	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,74	4,52	3,97	5,00	0	0,00

L'an 2025, le début de la fin des illusions

L'année 2025 s'achève, marquant la fin du premier quart de ce siècle. Elle aura été riche en évènements dans tous les domaines, économique, financier, politique, social, médiatique, scientifique et technologique.

1^{ère} partie

Par Naceur Bourenane (*)

Au terme de ce premier quart du 21^{ème} siècle, on aura observé une sorte d'accélération de l'histoire de l'humanité, en particulier avec le développement spectaculaire de l'Intelligence Artificielle (terme impropre pour désigner une autre forme de production du savoir, une simple transposition de la langue anglaise) et de la robotique. Elles permettent d'être plus efficaces et plus rapides, dépassant de loin les capacités de l'être humain, plus seulement dans les calculs, mais également dans des domaines aussi complexes que ceux de la biologie cellulaire. Mais pas seulement, elles changent aussi l'art de faire la guerre. De ce point de vue, certaines guerres comme celle génocidaire conduite contre les palestiniens à Gaza, a constitué un champ d'expérimentation et un test en conditions réelles de nouvelles armes pour les forces américaines et israéliennes et probablement au-delà, de l'OTAN. L'Intelligence artificielle et la robotique sont en train de créer les conditions d'un bouleversement total des économies, avec la disparition quasi-totale de nombreux métiers et professions et un déclassement d'une population encore jeune et active. Elle devient inutile et improductive, dans un système où la rémunération est fondée sur l'emploi. Mais ce n'est pas le seul domaine où l'année 2025 marque un tournant, par l'accélération des processus en cours. Il est un autre encore plus déterminant pour le devenir du système capitaliste occidental encore dominant. Celui de la remise en cause partielle et assumée des normes sociopolitiques (et des valeurs qui les sous-tendent) à la base de la gouvernance politique et économique du système, de la culture et de la formation depuis plusieurs siècles. Les droits de l'homme, l'exercice démocratique selon les formes propres au système capitaliste occidental servaient de normes et de référence, y compris en matière de gouvernance des entreprises. Ces normes étaient considérées et admises comme étant à la fois universelles, immuables et éternelles. En leur ôtant leur caractère historique, donc appelées à être un jour ou l'autre dépassé, les Pouvoirs dominant le système les ont utilisées comme outil de légitimation de leurs interventions, y compris violentes, dans les pays qui ne s'y conformaient pas, chaque fois que les conditions du moment le permettaient et que leurs intérêts étaient en jeu. L'allocation des ressources financières au titre du partenariat ou de l'aide publique au dé-

veloppement a largement obéi à ces normes. Les institutions multilatérales de financement de développement en ont fait un prérequis de leur financement. Il est intéressant de relever qu'au moment où on prônait et exigeait la transparence des pays bénéficiaires, on fermait les yeux sur la fuite des capitaux et le renforcement des paradis fiscaux, comme outil de recyclage de capitaux et une financiarisation accrue de l'économie mondiale. Tout comme on faisait peu cas du « green-washing » par les grands fonds d'investissement et les multinationales au moment où on se faisait les chœurs du combat en faveur du climat. En 2025, les puissances dominant le système ont fait fi de manière ostentatoire des droits de l'Homme, de ceux des peuples ou des minorités, du respect des souverainetés des pays, de l'immuabilité des frontières héritées de la fin de la deuxième guerre mondiale ou des Indépendances. Cette architecture sous-tendant le système, au moins depuis la deuxième moitié du siècle dernier, a cessé d'être le référent premier. L'exemple le plus récent est celui du dernier territoire africain à décoloniser selon les NU, le Sahara Occidental. Les violences et les désastres prévalant en RDC, au Soudan ou en Libye sont un autre révélateur de la disparition de ces normes prétendues universelles. Elles ne servent plus à consolider le système et deviennent une contrainte à son maintien. Aussi sont-elles au mieux ignorées voire ouvertement combattues. De fait, le voile humanitariste a été déchiré par ceux qui l'ont promu. La guerre contre les palestiniens menée par la coalition dominant le capitalisme occidental, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie et les actions menées ou envisagées dans la région, en Syrie, au Liban, en Irak ou en Iran révèlent, bien plus que tout autre conflit, la volonté de maintenir le statuquo géoéconomique, financier et politique par des Etats au service des intérêts financiers et économiques qui les appuient et assurent la reproduction des acteurs clés du système capitaliste occidental. En particulier les Multinationales et les Fonds d'investissement non souverains. Pour mieux asseoir cet état de fait, en 2025, le droit à l'expression divergente de la pensée dominante, telle qu'exprimée par les pouvoirs politiques en place a été davantage ostracisé, combattu et ses porte-paroles individuels et institutionnels réduits au silence, lorsqu'ils n'ont pas été violentés. C'est là un tournant majeur en cette fin du premier quart du siècle. Le rôle des médias « mainstream », largement soutenus par les mêmes groupes financiers, ceux qui contrôlent les pouvoirs politiques et leur personnel, est devenu ostentatoire, tant dans

les pays anglo-saxons qu'en Europe. La présentation biaisée de l'information, les fausses informations, le battage médiatique s'avèrent autant d'instruments essentiels dans cette guerre pour le maintien du statuquo. Du fait du mode de fonctionnement des démocraties occidentales, les opinions publiques constituent un enjeu essentiel dans la légitimation de la recherche du statuquo et du renforcement de positions largement ébranlées aux plans technologique, économique, financier voire militaire. Cependant, avec le renforcement du rôle des réseaux sociaux et l'accès généralisé aux informations de première main, les pouvoirs en place n'ont plus tellement le choix que d'exercer la coercition violente pour tenter de garder la main. Lorsque les grands médias de propagande perdent de leur efficacité, les interdits augmentent dans un système supposé se fonder sur la liberté de l'expression individuelle. Ainsi l'exercice démocratique tel qu'il est pratiqué dans les pays occidentaux tend à s'effriter, à force de textes de lois, de dispositions réglementaires et d'instruments de coercition de plus en plus violents. Le contrecoup devenu évident en 2025 est une délégitimation sociale croissante des cadres institutionnels ayant servi d'instruments de gouvernance des pays par les Etats ayant promu et imposé ces normes comme universelles. Le phénomène était observable déjà avant la pandémie de la COVID19. Celle-ci a aggravé les doutes. Depuis, la perte d'efficacité s'est accrue. La délégitimation semble avoir atteint un point de non-retour dans un nombre croissant de pays. L'utilisation de ces normes (droits de l'homme, exercice démocratique selon les règles définies par les pays dominant le système capitaliste occidental...) comme aiguillon de la gouvernance des relations interétatiques semble avoir également vécu. Elle est minorée voire oubliée. La première conséquence est que cela agit comme un levain dans l'éruption sur la scène politique de forces montantes, constituées en grande partie d'une jeunesse qui a été nourrie et formatée par une culture fondée sur ces valeurs et sur ces normes. Ces forces se reconnaissent de moins en moins dans les positions et actions prises ou dans les silences et les complicités des dirigeants et des institutions qui les gouvernent. Une radicalité croissante qui se conjugue avec la perte future des possibilités d'insertion sociale par le travail (du fait des bouleversements produits par l'usage généralisée de l'IA). Le facteur démographique est important à prendre en compte dans ce cadre. Ainsi, il est intéressant de noter comment le populisme et le radicalisme d'extrême droite semblent plutôt

concerner les populations vieillissantes et les composantes les moins dynamiques et les plus sclérosées des sociétés européennes et nord-américaines. De ce point de vue, on constate, tant en Amérique latine qu'en Afrique et dans certaines parties de l'Asie, comment les forces montantes faites de la jeunesse d'un poids encore plus grand, remettent en cause les carcans institutionnels dans leurs pays respectifs, parfois de façon violente. Cela s'apparente à une lame de fond transfrontalière et transcontinentale. Elle est le pendant logique d'un système capitaliste occidental mondialisé aujourd'hui en crise et en fin de vie. Ce mouvement, appelé à s'amplifier les années à venir est le résultat d'une illusion entretenue des décennies durant sur les bienfaits d'une «mondialisation heureuse », synonyme de la « Fin de l'Histoire ». Ce processus est plus apparent dans les pays dont est originaire le capitalisme occidental et ceux qui continuent à être sous son emprise quasi-exclusive. La position dominante et quasi-rentière des forces gouvernant le système capitaliste occidental est ébranlée de l'intérieur. Et le processus est appelé à gagner en intensité. Pour tous, 2025 marque la fin des illusions. Elle marque une accélération du processus interne de déconstruction avec ce qu'il charrie de drames. Mais ce n'est là qu'un premier aspect. Un autre mérite d'être mentionné. Au double plan commercial et financier, le système fondé sur l'utilisation du dollar américain comme référent universel et comme LA MONNAIE DE DERNIER RECOURS est remis en cause. Les lois émises par les USA, visant à la fois à protéger sa position dans le système capitaliste mondial et à en faciliter la reproduction à l'identique, voulue éternelle par ce pays (mais pas seulement) y ont joué un rôle majeur. Certaines lois comme celle de l'extraterritorialité, visant à maintenir et à renforcer le système économique mondial dans sa forme présente et passée a résulté en une remise en cause, par contournements progressifs, de son mode de reproduction. Mais cela ne vaut pas pour les USA seulement, mais également pour l'Europe largement vasalisée. Les sanctions prises contre la Russie et le gel de ses avoirs, après avoir concerné d'autres pays comme le Venezuela ont également contribué à rompre la confiance, principe de base dans l'utilisation d'une monnaie-refuge, se voulant la monnaie de réserve mondiale.

(A suivre)
(*) Ancien Haut fonctionnaire de la Banque Africaine de Développement (BAfD)

MILA

Plus de 100 foyers
raccordés au réseau
de gaz à Chelghoum
Laïd

Le projet de raccordement au réseau de gaz naturel de 104 foyers de la mechta "Draa Le-zaz", dans la commune de Chelghoum Laïd (wilaya de Mila) a été mis en service mardi. Le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkader Badaoui, a indiqué, dans ses explications au wali, Fayçal Amrouche qui a présidé la mise en service, qu'une enveloppe financière de 23,413 millions DA du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales a été attribuée pour acheminer le gaz à cette localité reculée. Un réseau de distribution de 8,6 km de long a été réalisé afin de raccorder les habitations de cette localité au gaz pour un coût de raccordement moyen de 249.000 DA pour chaque foyer, at-on expliqué. Au niveau de la commune de Chelghoum Laïd, les travaux se poursuivent pour le raccordement au réseau de gaz des mechtas de "Heb El-Oued", "Bir Hachem", "Lekouarsia" et "Bouaachiba"

JIJEL

62 diplômés des
instituts de formation
supérieure
paramédicale recrutés
par les établissements
sanitaires

Soixante-deux (62) diplômés des instituts de formation supérieure paramédicale ont été recrutés mardi par les établissements publics santé répartis sur le territoire de la wilaya de Jijel, at-on indiqué dans un communiqué de la direction de la santé et de la population (DSP). Le communiqué a précisé que dans le cadre de la poursuite du renforcement des établissements publics de santé de la wilaya en ressources spécialisées humaines, il a été procédé aujourd'hui à "la répartition des diplômés de la promotion de novembre 2025 au nombre de 62 paramédicaux à travers les divers établissements". Il s'agit, a ajouté le communiqué, de 49 aides-soignants, 9 assistants-dentistes et 4 agents en puériculture. Ces diplômés ont été recrutés pour travailler dans les établissements publics sanitaires de la wilaya en fonction des postes budgétaires ouverts, du mérite et du lieu de résidence, selon le même document qui a ajouté qu'en incluant leurs postes, ces agents contribueront à améliorer la qualité des soins assurés aux malades. Le secteur de la santé dans cette wilaya de Jijel a connu depuis le début de l'année 2025 le recrutement de 241 diplômés des instituts nationaux de formation supérieure paramédicale en plus de 206 fonctionnaires des divers autres corps, avait indiqué à l'APS précédemment le directeur du secteur, Abderrahmane Attoute

EST DU PAYS

Pose de la première pierre
pour de milliers de logements
du programme AADL-3

Les autorités locales de plusieurs wilayas de l'est du pays ont procédé mardi à la pose de la première pierre pour la réalisation de milliers de logements de la formule localisation-vente du programme AADL-3.

A Mila réalisation, les travaux de 2.225 unités de formule ont été lancés dont 400 au Plan d'occupation des sols-03 (POS-03) dans le centre-ville de Chelghoum Laïd et 1.825 au pôle urbain Marche sur les hauteurs du chef-lieu de wilaya avec des délais de réalisation oscillant entre 18 et 24 mois, a indiqué le directeur de wilaya de l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL), Lamine Keniche. De leur côté, les autorités de la wilaya de Sétif ont posé la première pierre de réalisation de 3.000 unités AADL au nouveau pôle urbain Chouf-Lekdad. Un délai de 18 mois a été fixé pour la réalisation de ce projet qui sera suivi d'un autre programme de réalisation d'équipements publics, notamment scolaires et sanitaires ainsi que d'autres nouveaux projets à lancer en 2026 à travers les communes, a affirmé à l'occasion le wali, Mustapha Limani qui était accompagné du directeur régional de l'agence AADL à Sétif, Abdelhak Sabro, d'élus locaux et de directeurs exécutifs. Le directeur régional de l'AADL a pré-

cisé de son côté que le premier programme de la wilaya de Sétif porte sur 8.100 unités. De même à Guelma, le coup d'envoi a été donné pour les travaux de construction d'un premier quota de 1000 logements du nouveau programme AADL-3 portant sur 2.205 unités. Ce quota dont le lancement des travaux a été présidé par le wali, Samir Chibani sera réalisé sur deux sites, le premier au POS Sud de la commune de Guelma avec 500 unités et le second avec autant d'unités au nouveau pôle urbain H'djar Mengoub dans la commune de Belkheir. A Oum El Buaghi, le wali, Benabdallah Chaïb Eddour a posé la première pierre du projet de 600 logements localisés-vente à la sortie ouest du chef-lieu de wilaya et a donné sur site des instructions pour le renforcement impératif des chantiers et l'accélération de la cadence des travaux. Le wali de Skikda, Saïd Akhrouf, accompagné des autorités civiles et militaires a posé la première pierre de construction de 2.500 unités de la pre-

mière tranche du programme AADL-3 au nouveau pôle urbain de la commune de Ramdane-Djamel, confiée à une entreprise nationale. Selon les explications données sur site, le programme AADL-3 porte dans la wilaya sur la réalisation d'environ 4.000 logements dans la partie Sud du nouveau pôle urbain de Ramdane-Djamel d'une capacité d'accueil de près de 10.000 logements de diverses formules et de 25 équipements publics. Les autorités de la wilaya de Biskra ont présidé dans la zone d'expansion urbaine à la pose de la première pierre du projet de 400 logements AADL d'un quota de 1.300 unités retenues pour la wilaya, a indiqué la directrice locale du logement, Yousria Hamadi. A El Tarf, le wali, Mohamed Meziane, accompagné des autorités locales, a posé la première pierre du projet de 870 logements location-vente dont 120 au chef-lieu de wilaya, 120 dans la commune du Lac des Oiseaux, 432 à Boutheldja et 198 dans la commune de Chebaïta-Mokhtar, selon les explications données à l'occasion.

TAMANRASSET

Divers projets pour impulser le développement à Abalessa

De nombreux projets, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la commune d'Abalessa (wilaya de Tamanrasset), afin de répondre aux attentes des populations, à-on avisé mardi des services de la wilaya. Il s'agit entre autres, d'un projet de 75 logements publics locatifs (LPL), dont les travaux enregistrent une avancée notable, de la réalisation d'un château d'eau de 100 M3 dans

la localité d'Akerbane et de la réhabilitation de la route communale RC-24 sur 5 km, à-on indiqué. S'ajoute à cela la d'un marché de proximité, en plus de quatre classes d'extension à l'école primaire "défunt Moudjahid Askou Amghir" située au quartier Tendhar, selon la même source. Les travaux de réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement sont également

en cours au niveau du nouveau lotissement, qui totalisent 87 parcelles à bâtir, de même que l'aménagement d'une micro-zone d'activités de 2 hectares (ha) destinée aux jeunes porteurs de projets et la réalisation d'un bureau de poste dans la localité d'Iglen. Cette commune sera en outre dotée d'un système de traitement des eaux usées à Daghmouli, permettant de répondre aux besoins d'irrigation agri-

cole et de préserver l'environnement. Lors d'une récente visite d'inspection, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraa, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de respecter les normes requises de réalisation pour la concrétisation de ces projets, qui ont "un impact direct sur le cadre de vie des citoyens".

TIPASA

Réalisation des travaux de 4.900 logements
du programme AADL 3

Les travaux de réalisation de 4.900 logements de la formule localisation-vente AADL 3 ont été lancés, mardi, au niveau du nouveau pôle urbain de la ville de Sidi Amar, à l'Ouest de Tipasa. Ce programme, dont le coup d'envoi a été donné par le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, en présence du directeur régional de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) Alger-Ouest, Aïd Amine, est réparti sur quatre (4) sites, dont trois (3) abriteront 1.000 logements chacun, tandis que le 4e comptera 1.900 unités. Inscrit au titre de l'année 2025, le pro-

gramme AADL 3 prévoit un délai contractuel de réalisation de 24 mois, avec une livraison attendue en décembre 2027. Parallèlement, des travaux ont déjà été lancés pour la réalisation d'équipements éducatifs, comprenant quatre (4) groupes scolaires pour le cycle primaire, deux (2) CEM et (2) lycées, selon les deux explications fournies sur le site. Pour rappel, les pouvoirs publics ont retenu la ville de Sidi Amar, en direction de Cherrhell, pour l'aménagement d'un nouveau pôle urbain d'une superficie de 640 hectares, appelé à accueillir, à terme, 64.000 logements

(toutes formules confondues) et 116 équipements publics. Selon l'étude technique préliminaire, ce nouveau pôle comptera quatre (4) voies doubles principales sur un linéaire de six (6) kilomètres et pourra abriter près de 300 000 habitants, dans un cadre urbanistique moderne. Le directeur régional de l'AADL Alger-Ouest a souligné, à ce propos, que la wilaya de Tipasa a détenu d'un important quota de logements au titre du programme AADL 3 pour l'exercice 2026, précisant que l'opération de sélection des assiettes foncières est en cours, en coordination avec les autorités locales.

La nouvelle stratégie de l'Oncle Sam : sa doctrine, notre problème

Le groupe de réflexions Mars décrypte la nouvelle stratégie nationale de sécurité américaine (NSS) rendue publique le 5 mars. L'Europe doit choisir entre trois solutions : une vassalisation acceptée avec enthousiasme au sein de l'OTAN, la fuite en avant dans une hypothétique « Union européenne de défense », et la voie étroite de la liberté.

2^e partie et fin

Par le groupe Mars (*)

Pour l'administration américaine, la seule question qui vaille est la suivante : est-ce que les lignes de défense du Donbass protégeront les intérêts US mieux qu'un pacte mafieux, pardon un accord de partage territorial entre businessmen ? Poser la question, c'est y répondre. L'Amérique de la NSS 2025 espère peut-être ainsi neutraliser la Russie, qui reste le cœur géopolitique du Heartland à défaut d'en être encore la puissance dominante, en cas d'échec de la stratégie américaine de dissuasion en Asie. Elle est disposée pour cela à satisfaire les ambitions impériales du Kremlin, pourvu que celles-ci restent limitées à la sphère d'influence historique de l'Empire russe et qu'elles ne portent pas atteinte au business US. Dans ce contexte, les questions juridiques n'ont aucune importance. Le monde de la NSS n'est plus du tout régi par le droit, mais par les logiques d'intérêts et les rapports de force, voire la parole des parrains. De son côté, le Moyen-Orient n'est plus qu'une priorité de rang 4. Dans le monde idéal de la NSS 2025, les accords d'Abraham ont ouvert une ère de paix et de prospérité qui permet aux États-Unis, désormais autonomes en hydrocarbures, de se retirer d'une région où ils n'ont plus d'intérêts majeurs, sinon d'y faire du business. Quant à l'Afrique, elle est mentionnée pour mémoire au dernier rang des priorités ; l'Amérique s'en désintéresse officiellement et ne compte plus y intervenir.

Quelles sont les conséquences à prévoir pour nous ?

D'un point de vue européen, la NSS 2025 inscrit dans le marbre d'une doctrine de référence les positions exprimées depuis un an par les plus hauts représentants de l'administration Trump. De ce point de vue, il n'y a pas de surprise. Le texte est à la fois d'une grande clarté sur la détestation de cette administration vis-à-vis de l'Union européenne et de ses valeurs, mais aussi relativement inabouti, voire contradictoire, sur sa stratégie en Europe. On comprend que les États-Unis veulent capitaliser sur leur présence dans l'OTAN pour faire encore davantage de business en Europe, mais l'OTAN est priée de rester à sa place et de ne plus indisposer la Russie. Au cas où les Ukrainiens n'auraient pas compris... La NSS semble établir une distinction entre les pays « sains » d'Europe centrale et orientale et la vieille Europe en déclin démographique et en plein doute existentiel, mais le texte prend pourtant la peine de rappeler l'attachement des États-Unis à l'Europe continentale et aux îles britanniques. Derrière ces ambiguïtés stratégiques, vraisemblablement intentionnelles à l'égard du Kremlin qui sait décrypter ce genre de message, certaines évidences sont claire-



ment rappelées, à commencer par l'objectif requis d'un effort de défense de 5% du PIB destiné à assurer l'autonomie du « pilier européen de l'OTAN » (non mentionné expressément). Cette autonomie doit cependant être comprise comme garantie par l'acquisition au prix fort (libre traduction de l'adjectif « fair ») d'équipements américains qui permettront à la BITD US de se développer encore.

Comment s'y adapter ?

La NSS 2025 ne clarifie pas la position de l'administration Trump quant à l'engagement militaire en Europe. Il est probable que cette position ne soit d'ailleurs pas définitivement arrêtée. On peut cependant déduire de l'ordre des priorités, qui n'est plus celui de la guerre froide, que les actifs militaires américains seront affectés aux priorités de rang 1 et 2. Si la NSS prend soin de rappeler que la stratégie sert avant tout à coordonner les fins et les moyens, il faut comprendre qu'une priorité de rang 3 sera servie après les autres. C'est aussi simple que cela. Les Européens sont donc encouragés à s'autonomiser en matière militaire et à le faire en s'équipant auprès des fournisseurs de l'Oncle Sam. Trois réactions sont possibles de la part des Européens : une vassalisation acceptée avec enthousiasme au sein de l'OTAN, la fuite en avant dans une hypothétique « Union européenne de défense », et la voie étroite de la liberté. Il ne fait aucun doute que la première option est celle que l'administration Trump privilégie. A vrai dire, elle n'envisage clairement pas d'autre

option. Il sera intéressant d'observer la position de cette droite radicale aux portes du pouvoir en France à l'égard de la NSS. Objet de toutes les sollicitudes de Washington, ce qui constitue pour elle un fait radicalement nouveau depuis 1943, la tentation sera grande pour elle d'inscrire sa stratégie dans la vague idéologique MAGA, et donc la logique de vassalisation. Ce qui ressemble à un choix cornélien pour les nationalistes devient une opportunité inattendue pour les vrais patriotes, une véritable « divine surprise » qui clarifie la différence exclusive entre une idéologie et une vertu civique qui est aussi un attachement charnel et spirituel. La deuxième option sera celle dont on va nous bassiner les oreilles dans les mois à venir au nom d'une « Europe puissance » dont la NSS 2025 rappelle qu'elle a fait dégringoler la part de l'Europe continentale dans le PIB mondial de 25% en 1990 à 14% aujourd'hui. Cette affirmation mérite d'être confirmée (compte tenu notamment des évolutions du périmètre de l'UE depuis 35 ans) et relève d'une évidente mauvaise foi, car on ne peut tenir l'UE responsable de l'émergence des économies asiatiques dans la période. On peut même penser que la hargne MAGA contre l'UE ne serait pas aussi intense si l'Amérique avait profité de ce déclin relatif européen. Il n'en reste pas moins que les promesses de l'Acte unique et d'une « Europe qui protège » n'ont pas été tenues. Cette évidence s'impose et la nier ne fait qu'encourager un populisme que la NSS ne fait pas mystère de vouloir encourager. C'est pourquoi placer dans cette Europe notre «

espérance » dans une fuite en avant fédéraliste serait un péril mortel pour notre pays. Un péril qui pourrait emporter la démocratie et la République, car le peuple français n'est pas prêt à accepter cette échéance, qui n'est en rien une fatalité. La recherche d'une « troisième option » pour la France entre la vassalisation et la dissolution dans l'UE est donc une question de survie pour la démocratie et la République. Il s'agit de quitter ni l'UE ni l'OTAN, mais au contraire d'utiliser ces extraordinaires instruments de défense économique et militaire au service de notre souveraineté et non de l'y dissoudre. Il faut donc utiliser l'UE comme un outil de préservation de notre prospérité économique et l'OTAN comme une organisation de sécurité collective (une fois éradiqués les germes de corruption qui la gangrènent actuellement), et non comme un joug de vassalisation. L'OTAN a d'ores et déjà en projet de confier son commandement suprême à un officier général Allemand. Il n'est un secret pour personne que l'UE est contrôlée par les intérêts économiques allemands. Pas de problème. Que l'Allemagne, sous une forme ou sous une autre, domine l'Europe est une constante historique. Que la France refuse de subir cette domination est une autre constante historique. Croire que notre pays soit mûr pour abandonner l'héritage de Philippe le Bel à Charles de Gaulle en passant par Richelieu, la Révolution et les sacrifices des deux guerres mondiales, pour se soumettre au nouveau Reich ou à une nouvelle Sainte Alliance, est un pari risqué. A l'inverse, enfermer la France dans un « splendide isolement » serait contraire non seulement à son ouverture historique à l'universel, mais aussi à ses intérêts économiques et de sécurité. La « troisième option » est une voie étroite, celle de la liberté et de l'ambition, mais c'est la seule possible entre Charybde et Sylla. Elle préserve en effet la possibilité d'une France orientée vers les horizons de ses outre-mers et ouverte sur l'Afrique et un Proche-Orient dont les États-Unis se désintéressent. La question cruciale est la suivante : qui aura le courage d'incarner cette option stratégique en 2027 ? Entre des nationalistes tentés par sympathie idéologique de s'inféoder à la nouvelle Amérique et des fédéralistes fatigués pressés de se soumettre à la grande Allemagne, il restera à la gauche de choisir entre Brossolette et Daladier.

(*) Le groupe Mars, constitué d'une trentaine de personnalités françaises issues d'horizons différents, des secteurs public et privé et du monde universitaire, se mobilise pour produire des analyses relatives aux enjeux concernant les intérêts stratégiques relatifs à l'industrie de défense et de sécurité et les choix technologiques et industriels qui sont à la base de la souveraineté de la France

Source : La Tribune.fr ;
publié le 22/12/2025

LIBYE

Après l'onshore, Eni relance la recherche d'hydrocarbures en mer

En octobre 2024, la compagnie pétrogazière italienne Eni avait relancé ses activités d'exploration d'hydrocarbures en Libye, notamment dans le bassin de Ghadamès, où le groupe cible des gisements commercialement viables. Eni North Africa, la filiale du groupe italien Eni, a repris des travaux d'exploration offshore au nord-ouest de la Libye. L'information a été annoncée par la National Oil Corporation (NOC) et reprise par la presse locale. Ces activités concernent spécifiquement le forage d'un nouveau puits (C1-16/4) dans la zone D (anciennement MN41), localisée à environ 95 kilomètres des côtes libyennes. La reprise des travaux dans cette zone marque une nouvelle étape dans la relance des forages d'exploration en mer, interrompus depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et des difficultés logistiques liées à l'instabilité politique. Selon les détails rapportés par la presse spécialisée, le forage est mené en partenariat avec la NOC dans le cadre du contrat de partage de production (PSC) en vigueur sur la zone D, depuis la plateforme Scarabeo-9, à une profondeur d'eau d'environ 743 mètres. Cette zone est voisine du champ gazier Bahr Essalam, également opéré par Eni, dont les installations sous-marines sont reliées au complexe côtier de Mellitah et au gazo-duc Greenstream, utilisé notamment pour exporter le gaz libyen vers la Sicile, en Italie. La relance par Eni de l'exploration offshore qui intervient environ un an après une initiative similaire à terre dans le bassin de Ghadamès, s'inscrit dans la stratégie d'ensemble du groupe visant à consolider sa présence en Afrique du Nord. Cette orientation s'est traduite notamment par de nouveaux contrats signés avec Sonatrach en 2022 en Algérie, ainsi que par l'extension de la licence du champ gazier Zohr et l'attribution de nouveaux blocs d'exploration dans le delta du Nil en 2023. Alors que la compagnie œuvre à sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'Europe, elle privilégie les opérations en mer, jugées plus sûres que les activités onshores encore exposées à des tensions tribales et politiques.

EGYPTE

Le canadien Aton veut doter le pays d'une nouvelle mine d'or et d'argent en 2027

En Égypte, la production nationale d'or est principalement soutenue par la mine Sukari, qui est capable de livrer environ 500 000 onces d'or par an. Alors que les autorités entendent stimuler la croissance du secteur minier, de nouveaux projets s'annoncent pour contribuer à cet objectif.

La junior minière canadienne Aton Resources prévoit de lancer en 2027 la production d'or et d'argent sur son projet Hamama Ouest, en Égypte. Elle en a fait l'annonce dans une note publiée le mardi 23 décembre 2025, indiquant vouloir accélérer les travaux de développement de cet actif, détenu à parts égales avec l'Egyptian Mineral Resources Authority (EMRA). « Nous poursuivons nos efforts sur d'autres projets et prévoyons de publier début 2026, des résultats encourageants concernant les forages et les essais métallurgiques du gisement d'Abu Marawat, également dans nos zones d'exploration conservées », a déclaré Tonno Vahk (photo), PDG d'Aton Resources. Et d'ajouter : « A Hamama, les travaux sur l'étude de pré faisabilité se poursuivent et nous cherchons à accélérer rapidement le développement de la mine Hamama Ouest, dont la production d'or devrait démarrer en 2027 ».

Hamama Ouest affiche actuellement 137 000 onces équivalent or de ressources minérales indiquées et 341 000 onces équivalent or de ressources minérales inférées. L'étude de pré faisabilité en cours devrait livrer les premiers paramètres économiques en vue du développement d'une future mine. Par ailleurs, Aton envisage d'intégrer les projets voisins d'Abu Marawat et de Semna à ce plan de développement. Une initiative susceptible de renforcer le profil de production du projet, notamment grâce à Abu Marawat, qui renferme des ressources inférées de 162 000 onces d'or et 2,7 millions d'onces d'argent. Avec cette échéance, la société estime ainsi pouvoir accélérer la dynamique du projet au cours des prochains mois, avec l'ambition de se positionner à terme comme le « deuxième producteur international d'or en Égypte ». À ce stade, la production aurifère du pays demeure en effet largement tribu-

taire de la mine de Sukari (AngloGold Ashanti), dont la capacité annuelle avoisine 500 000 onces. Dans ce contexte, Le Caire s'efforce d'attirer de nouveaux investissements, tant dans l'or que dans l'ensemble du secteur minier, afin d'en porter la contribution au PIB de 1 % actuellement à 5 %. Hamama Ouest peut contribuer à cette ambition, à condition qu'Aton Resources réalise pleinement ses plans. Il faut toutefois noter que projet, ainsi que ceux d'Abu Marawat et de Semna, en sont encore à des stades préliminaires de développement. De plus, la finalisation de l'étude de pré faisabilité constituera certes une étape clé, mais la société devra ensuite mener des études complémentaires pour aboutir à une étude de faisabilité définitive. Ce document, basé sur des réserves économiquement exploitables (contrairement à une étude de pré faisabilité), est indispensable à la planification d'une mine.

MAURITANIE

24,2 millions \$ pour poursuivre la transformation numérique en 2026

L'intérêt pour la transformation numérique ne cesse de croître en Afrique, où elle est perçue comme un catalyseur de développement socio-économique. Le budget du ministère mauritanien de la Transformation numérique s'élevait à 468,97 millions d'ouguiyas en 2025, contre 550,68 millions en 2024. Un budget de 959,6 millions d'ouguiyas, soit 24,2 millions de dollars, a été proposé pour les activités du ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration au cours de l'exercice 2026. Il a été examiné par la commission des finances de l'Assemblée nationale lors d'une séance le mardi 2 décembre, en

présence du ministre Ahmed Salem Ould Bede. Selon le ministre, le département travaillera à renforcer la souveraineté numérique du pays, améliorer la qualité des services publics et consolider une gouvernance numérique efficace. Les priorités comprennent le soutien à l'innovation numérique, l'extension des infrastructures technologiques sur l'ensemble du territoire, et le développement de solutions numériques inclusives pour accompagner la transformation de l'administration et répondre aux besoins des citoyens. Le budget proposé pour 2026 représente une hausse de 104,6 % par rapport à celui de 2025, dans un contexte où le gouvernement in-

tensifie ses efforts pour faire du numérique un levier de développement socio-économique. Dans cette perspective, l'exécutif a lancé en janvier 2025 le projet « Digital-Y », financé à hauteur de 4 millions d'euros et réalisé en partenariat avec la coopération allemande. Ce projet vise à intégrer les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative. Au cours de l'année, Nouakchott a multiplié les avancées numériques : numérisation de services clés dans plusieurs secteurs, adoption d'une stratégie de commerce électronique à l'horizon 2030, initiatives en cybersécurité, lancement de travaux pour une poli-

tique nationale sur la blockchain et mise en place d'un programme spatial centré sur les nanosatellites. Le pays a également construit la station d'atterrissage de son deuxième câble sous-marin, mis en service un nouveau point d'échange Internet (IXP), inauguré un centre de données Tier 3 et poursuivi l'extension de son réseau télécoms. Par ailleurs, les réseaux 3G et 4G ne couvraient respectivement que 43,9 % et 34,7 % de la population mauritanienne en 2022, contre 97 % pour la 2G en 2023, selon l'UIT. Le taux de pénétration de l'Internet était de 37,4 %, contre 79,1 % pour la téléphonie mobile en 2023.

TUNISIE

Tunis approuve de nouveaux projets d'énergies renouvelables

La Commission supérieure de la production privée d'électricité, réunie mardi au palais du gouvernement à la Kasbah sous la présidence de la cheffe du gouvernement Sarra Zaafrani Zenzri, a approuvé plusieurs projets majeurs de production d'électricité à partir des énergies renouvelables. Elle a d'abord validé un projet éolien à Zaghouan d'une capacité de 77,25 MW, dans le cadre de l'appel d'offres portant sur 600 MW éoliens sous le régime des concessions. Ce projet permettra une production annuelle d'environ 290 GWh (1,3 % de la production nationale), une économie de 60 000 tonnes équivalent pétrole de gaz naturel (environ 30 millions de dollars par an, soit 2,3 % des importations de gaz), une réduction des

coûts de production estimée à 53 millions de dinars par an, ainsi qu'une baisse des émissions de près de 130 000 tonnes équivalent CO₂ par an, tout en soutenant l'emploi et le développement régional. La commission a également approuvé deux projets solaires photovoltaïques à Tataouine et Gabès, d'une capacité de 100 MW chacun, dans le cadre d'un appel d'offres global de 800 MW solaires. Ces projets produiront environ 550 GWh par an (2,5 % de la production nationale), permettront d'économiser 110 000 tonnes équivalent pétrole de gaz naturel (près de 55 millions de dollars par an, soit 4,3 % des importations), de réduire les coûts de production de 107 millions de dinars par an, et d'éviter en-

viron 253 000 tonnes équivalent CO₂ par an, tout en favorisant l'emploi et le développement régional. La commission a en outre approuvé le lancement des appels d'offres pour 2026-2027 concernant des projets éoliens à Tebaga (Kébili – 600 MW), Jebel Abderahmane (Nabeul – 400 MW) et El Guettar (Gafsa – 200 MW), ainsi que pour de nouveaux sites après mesures de vent à Zaghouan (200 MW), Kasr El Jery à Beni Khedache (Médenine – 500 MW) et Oum Dhorben à Fériana (Kasserine – 100 MW). Des appels d'offres sont également prévus pour un projet solaire photovoltaïque à Bazma (Kébili – 350 MW) intégrant des solutions de stockage par batteries. La commission a aussi validé la valorisa-

tion des crédits carbone via les mécanismes des accords bilatéraux ou des marchés volontaires, et examiné l'état d'avancement des appels d'offres relatifs à 1 700 MW de projets renouvelables sous le régime des concessions. La cheffe du gouvernement a réaffirmé le choix de la Tunisie d'exploiter tous les mécanismes légaux, notamment le régime des concessions, afin de renforcer la souveraineté énergétique et atteindre les objectifs de la stratégie nationale de l'énergie, dont le projet d'interconnexion électrique Tunisie-Italie (ELMED). Elle a appelé à accélérer la réalisation des projets pour atteindre 35 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, réduire le déficit énergétique et alléger la pression sur le budget de l'État.

GUINÉE

Le pays prépare la mise en place d'un système de paiement instantané et interopérable

La Banque centrale de Guinée a engagé une réforme de son infrastructure de paiement. L'institution a lancé les travaux préparatoires d'un système de paiement national instantané et interopérable. Les objectifs sont de faciliter les transactions, de soutenir l'activité économique et de renforcer l'inclusion financière.

Le premier vice-gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), El Hadj Mohamed Lamine Conte, a lancé le 18 décembre 2025 un atelier de deux jours portant sur un projet national de système de paiement instantané (SPI) et interopérable. Ce projet répond à plusieurs besoins concrets. Il vise la mise en place d'une infrastructure nationale permettant d'effectuer des transferts d'argent immédiats entre comptes bancaires, portefeuilles mobiles et autres instruments de paiement. Il vise aussi à faciliter les paiements marchands dans le secteur formel et informel, à réduire l'usage du cash, source de risques, de coûts et d'inefficacités, et à renforcer l'inclusion financière, particulièrement en zones rurales. Pour l'État, la mise en place d'un SPI permettra d'accélérer les paiements gouvernementaux, comme les salaires, les aides sociales et les règlements de fournisseurs. Il contribuera également à réduire les coûts administratifs liés aux paie-

ments manuels et au traitement du cash. Pour les entreprises, ce système contribuera à améliorer la gestion de trésorerie grâce à des encaissements immédiats.

Un choix technologique et une ambition régionale

Après concertation avec les parties prenantes, la Guinée a opté pour une infrastructure publique numérique basée sur la technologie Mojaloop. Cette solution permet une interopérabilité complète entre les différents prestataires de services de paiement. Ce choix répond à plusieurs objectifs. Il permet à l'État de garder la maîtrise de l'infrastructure, de limiter la dépendance technologique et de favoriser la concurrence entre acteurs. Il crée aussi un cadre favorable à l'innovation, en particulier pour les fintechs locales. Le système est conçu pour être évolutif et compatible avec les initiatives régionales. La Guinée souhaite préparer une intégration future avec des plateformes comme

le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) et les projets de la CEDEAO. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique observée dans plusieurs pays africains. Le Ghana, le Nigeria et le Rwanda ont déjà mis en place des systèmes de paiement instantané. Ces expériences montrent une progression des paiements numériques, une baisse de l'usage du cash et une amélioration de la transparence des transactions. Conakry s'inspire aussi des avancées récentes de l'UEMOA. En fin septembre 2025, la BCEAO a lancé la plateforme interopérable du système de paiement instantané (PI-SPI), accessible en continu dans les huit pays de l'Union. Conçu pour permettre des transactions rapides et sécurisées entre les différents prestataires de services de paiement, cette plateforme vise à améliorer la sécurité et l'inclusivité des paiements au sein de l'Union, avec pour objectif de renforcer l'inclusion financière et l'intégration économique.

ONSHORE NAMIBIEN

Les tests de production sur le PEL 73 prévus début 2026

Au début du mois, ReconAfrica a annoncé des indices d'hydrocarbures dans le puits d'exploration Kavango West-1X, foré sur le bloc à terre PEL 73 en Namibie. Des tests de production, prochaine étape des travaux sur le site, ont été annoncés. La société Reconnaissance Energy Africa (ReconAfrica) prévoit de lancer des tests de production au premier trimestre 2026 sur le permis d'exploration pétrolière PEL 73, situé dans le bassin du Kavango, au nord-est de la Namibie. La compagnie basée au Canada a

officialisé mardi 16 décembre le lancement d'une phase d'évaluation préparée depuis plusieurs semaines. Cette étape intervient après l'identification d'indices d'hydrocarbures dans le puits Kavango West-1X, foré sur le PEL 73. Pour rappel, aucune découverte commerciale n'a encore été réalisée sur ce périmètre. Les travaux envisagés visent à déterminer si les formations rencontrées présentent une capacité de production mesurable, condition préalable à toute poursuite du programme d'exploration. Alors que le forage Kavango

West-1X a mis en évidence plusieurs niveaux géologiques susceptibles de contenir des hydrocarbures, ReconAfrica envisage de tester jusqu'à huit horizons distincts. L'objectif est de vérifier si ces zones peuvent produire des hydrocarbures à des conditions exploitables. Ces tests constituent une étape classique dans des régions comme le bassin du Kavango, où la prospection reste en phase initiale et les données géologiques encore limitées. La multiplication des indices observés dans un même puits renforce l'intérêt d'une phase de

tests, sans pour autant préjuger de l'issue économique du projet. Déjà engagée dans l'exploration pétrolière offshore, la Namibie explore également son potentiel onshore, une diversification qui s'accompagne de contraintes techniques et environnementales. Les résultats des tests de production permettront soit de confirmer un potentiel exploitable, ouvrant la voie à des forages d'évaluation supplémentaires, soit de recalibrer le programme d'exploration sur le PEL 73.

CRÉDITS BANCAIRES
Le Togo atteint 903 milliards FCFA à fin septembre 2025

L'augmentation des crédits récemment octroyés au Togo souligne l'importance du système bancaire dans le soutien à l'activité économique, malgré un environnement marqué par des contraintes. Cette évolution traduit la permanence des besoins de ressources financières exprimés par les différents acteurs. Au Togo, les banques ont accordé 903 milliards FCFA au titre de nouveaux crédits à fin septembre 2025, selon le Conseil National du Crédit (CNC), réuni en fin de semaine écoulée à Lomé. Ce volume correspond à une hausse de 22 % en comparaison avec les mises en place de crédits sur la même période, l'année précédente, estimées à 740 milliards FCFA. D'après le Conseil, présidé par le ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, cette progression du financement de l'économie par les banques reflète une dynamique jugée encourageante. Elle traduit également le maintien de la confiance des établissements financiers dans l'économie nationale, dans un contexte de croissance soutenue, en dépit d'un environnement international marqué par de nombreuses incertitudes. Par ailleurs, les taux débiteurs pratiqués par les banques togolaises demeurent relativement contenus. En septembre, ils se sont établis autour de 7,5 % en moyenne, un niveau proche de la moyenne observée dans la sous-région. En dépit de ces performances, le CNC souligne que plusieurs défis majeurs restent à relever par le secteur bancaire. Il s'agit notamment de développer des produits et instruments financiers innovants afin de mobiliser l'épargne de la diaspora, d'accroître les financements en faveur des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), du logement et de l'agriculture. Ou d'améliorer la qualité des services financiers, ainsi que de poursuivre la digitalisation des services tout en garantissant la sécurité des systèmes d'information.

LIBERIA

Bientôt une banque nationale pour soutenir le secteur agricole

Au Liberia, le secteur agricole contribue à hauteur de 33 % au PIB et emploie environ 39 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'accès des agriculteurs au crédit reste encore limité pour plusieurs raisons, dont les risques associés au secteur. Au Liberia, le Sénat a adopté le 18 décembre 2025 un projet de loi portant création de l'Agriculture Enterprise Development Bank of Liberia, une institution financière publique dédiée au financement du secteur agricole. Selon les informations relayées par le média

local The Liberian Investigator, le texte doit encore être validé par la Chambre des représentants et promulgué par le président avant son entrée en vigueur. D'après le sénateur Joseph Jallah, la création prochaine de cette nouvelle banque est prévue pour corriger un défi structurel : celui de la difficulté d'accès au crédit pour les agriculteurs et les entreprises agro-industrielles dans le système bancaire traditionnel. Dans son rapport annuel de 2024, la Banque centrale du Liberia (CBL) indique en effet que le secteur agricole n'a capté que 4,1 % des prêts bancaires cette année-là.

Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, la problématique de l'accès au crédit dans le secteur agricole est largement documentée. Entre les risques climatiques, le manque de garanties acceptables ou encore l'accès limité aux services bancaires dans les zones rurales, les banques commerciales sont réticentes à débloquer des fonds pour soutenir les agriculteurs. Avec le projet de l'Agriculture Enterprise Development Bank of Liberia, les autorités espèrent élargir l'accès au financement pour des milliers de petits

exploitants et d'entreprises rurales grâce à une mise en œuvre progressive et à des partenariats avec les agences gouvernementales, les institutions financières, les organisations paysannes et les partenaires de développement. Il est prévu que la nouvelle institution propose des produits financiers adaptés aux besoins et aux réalités des agriculteurs, mais aussi des services complémentaires tels que l'assistance technique, l'appui à la vulgarisation, l'accès à l'assurance et la facilitation de l'accès des producteurs aux marchés pour l'écoulement de leurs récoltes.

BOURSE DE PARIS

Les actions font du surplace, séance écourtée

La Bourse de Paris reste proche de l'équilibre mercredi matin dans un marché qui s'annonce étroit à l'orée d'une séance écourtée avant le long week-end de Noël, avec des indices mondiaux qui culminent toujours à des niveaux records. L'indice CAC 40 gagne environ 0,2% à 8 117 points, dans le prolongement de la tendance stable à l'oeuvre depuis maintenant quasiment un mois.

Nombre d'intervenants de marché étant déjà partis en vacances, les volumes d'échanges devraient rester très minces et les mouvements limités alors que les places d'Euronext fermeront leurs portes à 14h00 et que Londres clôturera à 13h30. Dans le reste de l'Europe, les Bourses de Francfort, de Milan et de Zürich sont déjà fermées. Sachant qu'il n'y a pas grand-chose à signaler du côté des valeurs et des indicateurs économiques, les rares Bourses européennes qui resteront ouvertes à la veille de Noël devraient tranquillement naviguer dans un contexte de faible volatilité. Les investisseurs ont clairement bouclé leurs positions pour l'année et marquent une pause afin de digérer les bonnes performances enregistrées en 2025. A une semaine de la fin de l'année, le CAC 40 parisien s'achemine vers un gain de près de 10%, une performance tout à fait correcte au vu de l'incertitude politique qui a pénalisé le climat des affaires dans l'Hexagone ces derniers mois. C'est toutefois moins bien que le DAX (22%) ou le STOXX Europe 600 (16%), qui ont largement profité de l'éclaircie au niveau des perspectives économiques du Vieux Continent. Les marchés d'actions ont fait preuve d'une étonnante résilience en dépit de l'instauration des nouveaux droits de douane américains, dont les effets sur la croissance et l'inflation sont finalement restés contenus. La Bourse de New York va également évoluer en mode demi-séance aujourd'hui,



avec une fermeture prévue à 13h00 (heure locale). Wall Street, qui évolue à des plus hauts absolus, a le vent en poupe depuis l'annonce, la semaine dernière, d'un net ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis de nature à justifier une poursuite de la détente monétaire de la Fed, après déjà trois baisses de taux ces derniers mois. Le Dow Jones affiche pour l'instant un gain de près de 14% en 2025, le S&P 500 une progression de plus de 17% et le Nasdaq Composite une hausse de plus de 22%. Les analystes s'attendent à une poursuite de la hausse en 2026 grâce à une croissance mondiale qui devrait demeurer solide, en dépit d'une configuration qui prend de plus en plus la forme d'un K, et

à la poursuite des investissements dans l'IA, qui représentent désormais une part significative de l'activité économique. Si les valorisations des actions restent élevées et qu'un grand degré d'optimisme est aujourd'hui intégré dans les cours, ce qui

pourrait laisser de la place à une déception, les résultats de sociétés devraient continuer de progresser. Sur le marché des changes, le dollar poursuit son mouvement baissier entamé au début de l'année et s'apprête à finir l'exercice en repli de 14% face à l'euro, qui flirte de nouveau avec le seuil de 1,18. La bonne tenue des Bourses et quelques rééquilibrages de portefeuilles de fin d'année pénalisent le marché obligataire, avec un rendement des Treasuries à dix ans qui se tend vers 4,17%, au plus haut depuis trois mois. Le Brent avance de 0,2% pour rester au-dessus de la barre des 62 dollars en raison de tensions actuelles entre les Etats-Unis et le Venezuela, mais le cours de référence, mais le cours de référence européen cède 18% cette année en raison des craintes récurrentes d'une offre surabondante. Valeur refuge par excellence, l'or ne pâtit pas du climat d'appétit pour le risque et gagne encore 0,1% à 4 519,1 dollars, à des sommets historiques. Sur l'ensemble de l'année, le métal jaune devrait afficher des gains de l'ordre de 73%.

EUROPE
Bourses en pause au terme d'une année faste

Les principales Bourses européennes évoluent sur une note calme mercredi en début de séance, les volumes étant faibles en raison de la période des fêtes de Noël. À Paris, le CAC 40 gagne 0,27% à 8.125,40 points vers 08h03 GMT. À Londres, le FTSE 100 cède 0,01%. L'indice EuroStoxx 50 prend 0,03%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,06% et le Stoxx 600 gagne 0,06%. Les marchés d'actions évoluent dans le calme, sans catalyseur majeur, dans des séances écourtées mercredi pour la veille de Noël et alors que la plupart des Bourses européennes resteront fermées jeudi et vendredi. Londres commencera son processus de clôture à 12h30 GMT et Paris à 13h00 GMT. Amsterdam, Bruxelles, Dublin, Lisbonne et Madrid observeront également une demi-journée ce mercredi, tandis que Milan, Oslo, Franc-

fort, Zurich, Copenhague, Stockholm, Helsinki et Varsovie resteront fermées. Les investisseurs ont par ailleurs assimilé les derniers indicateurs disponibles sur l'économie américaine, qui a enregistré une croissance bien supérieure aux prévisions au troisième trimestre, atteignant 4,3% après 3,8% sur les trois mois précédents. Ces chiffres, qui ont été publiés avec retard en raison du récent "shutdown" aux Etats-Unis, n'ont pas modifié de manière substantielle les paris sur l'assouplissement monétaire de la Fed en 2026. Aux valeurs, à Paris, Sanofi, qui a annoncé mercredi le rachat du groupe biopharmaceutique américain Dynavax, cède 1,19%. À Londres, BP prend 0,97% après avoir conclu un accord pour vendre 65% de ses parts dans Castrol, sa division spécialisée dans les lubrifiants pour moteurs, à la société d'investissement Stonepeak.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 24 Décembre 2025 Valeur : 26 Décembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.3113	129.3263
1	EUR	EURO		152.4580	152.5145
1	GBP	POUND STERLING		174.6742	174.7653
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9929	83.0079
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4325	18.4365
1	CHF	SWISS FRANC		164.1423	164.3073
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5051	94.5506
1	DKK	DANISH KRONE		20.4106	20.4162
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1063	14.1109
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8968	12.9245
1	AED	UAE DIRHAM		35.2049	35.2186
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4757	34.4815
1	KWD	KUWAITI DINAR		420.7982	420.9840
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1778	44.6218
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1793	14.1810
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8362	23.9582
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2499	3.2601
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3185	177.3185

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finalement convaincue par la croissance américaine

La Bourse de New York a terminé en hausse mardi, entraînée par l'image d'une économie américaine en bonne santé avec la publication d'une croissance au troisième trimestre supérieure aux attentes, malgré les craintes à l'égard de la politique monétaire.

Le Dow Jones a pris 0,16%, l'indice Nasdaq a avancé de 0,57% et l'indice élargi S&P 500 a battu un nouveau record en clôture, à 6.909,79 points (+0,46%). Les Etats-Unis ont connu une croissance de 4,3% en rythme annualisé l'été dernier. Cette accélération a pris par surprise les

marchés, qui anticipaient au contraire un ralentissement de l'activité. La place américaine a ouvert sur la défensive "car la réaction instinctive a été la suivante: +si l'économie est si forte, la Fed (la banque centrale américaine, NDLR) a-t-elle encore besoin de réduire ses taux?+", a

relevé Art Hogan, analyste de B. Riley Wealth Management. De quoi agacer le président américain Donald Trump. "Autrefois, quand il y avait de bonnes nouvelles, le marché montait. Aujourd'hui, quand il y a de bonnes nouvelles, le marché baisse, car tout le monde pense

que les taux d'intérêt vont être immédiatement relevés pour faire face à une inflation +potentielle+", a écrit M. Trump. Face à des "chiffres incontestablement bons (...) le marché a fini par se rendre compte que les nouvelles positives sont de bon augure", a estimé M. Hogan.

UN BOND SPECTACULAIRE INATTENDU

Les Etats-Unis affichent une croissance annualisée de 4,3% au 3e trimestre

Le département du Commerce américain a créé la surprise en publiant les chiffres de la croissance américaine, beaucoup plus forte que prévu.

L'économie américaine a connu une croissance beaucoup plus forte que prévu au troisième trimestre, montre une estimation publiée, mardi 23 décembre, par le département du Commerce. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé de 4,3% sur la période allant de juillet à fin septembre, contre une progression de 3,8% au deuxième trimestre. Par rapport au deuxième trimestre, cela représente une hausse de 1,1%, tirée en particulier par une "accélération de la consommation", souligne l'agence statistique du ministère de l'économie. Sur son réseau social Truthsocial, Donald Trump a réagi à la publication de ces chiffres, estimant que "les tarifs douaniers sont responsables des excellents chiffres économiques américains qui viennent d'être annoncés", et promettant que ceux-ci "ne feront que s'améliorer". Plus tard il y est allé encore plus fort: "Le PIB du troisième trimestre a atteint 4,3%, dépassant largement les prévisions de 3,2%. 60 des 61 économistes de Bloomberg se sont trompés, mais "TRUMP", et quelques autres génies, ont vu juste. Ce succès est dû à une bonne gouvernance et aux DROITS DE DOUANE, a-t-il partagé sur Truthsocial. La consommation est forte, les exportations nettes sont en forte hausse, les importations

et les déficits commerciaux sont en forte baisse, et il n'y a pas d'inflation ! Grâce à ma réforme fiscale et aux droits de douane, l'investissement atteint des niveaux records. L'âge d'or économique de Trump bat son plein ! Vous n'avez encore rien vu !"

Hausse des dépenses de consommation

L'accélération des dépenses de consommation, en hausse de 3,5% contre 2,5% au deuxième trimestre, et des exportations, en hausse de 8,8% contre -1,8% au deuxième trimestre, sont les principaux facteurs avancés pour expliquer ce bond. Les économistes interrogés par Reuters attendaient une hausse de 3,3% sur un an au troisième trimestre. La publication de ces données arrive toutefois avec du retard après la fermeture des services publics américains, ce qui pourrait diminuer l'intérêt des investisseurs désireux de connaître l'état réel de la première économie mondiale. La croissance en rythme annualisé n'est pas la croissance annuelle. C'est une vitesse de croissance par rapport au trimestre précédent. On suppose que ce rythme trimestriel se répète pendant quatre trimestres. On l'exprime alors comme si c'était une croissance sur un an. En Europe, on exprime la croissance en va-

riation réelle sur un an. On compare le PIB d'un trimestre au même trimestre de l'année précédente. Elle mesure ce qui s'est réellement passé sur 12 mois.

Les marchés financiers ouvrent dans le rouge

La publication, très bonne de prime abord, a toutefois refroidi les marchés financiers américains, qui devraient ouvrir la séance dans le rouge. Pour Wall Street, "avec un PIB aussi fort, la Fed (Réserve fédérale, banque centrale des Etats-Unis) a une nouvelle raison de préférer le statu quo lors de sa prochaine réunion", explique Sam Stovall, analyste du cabinet CFRA. Or les marchés financiers espéraient encore une baisse des taux d'intérêt de la Fed le 28 janvier, pour doper davantage la croissance et les bénéfices. Jusqu'ici, le PIB a évolué en dents de scie. Une contraction surprise (-0,6%) avait été mesurée en début d'année, en raison d'une ruée sur les importations pour prendre de vitesse les droits de douane que le président Donald Trump était en train de mettre en place. Le deuxième trimestre avait surpris dans l'autre sens. Un reflux des importations et une consommation soutenue avaient donné un coup de fouet à l'économie.

ETATS-UNIS

L'administration Trump suspend immédiatement tous les projets d'éolien en mer

Le ministre de l'Intérieur américain a déclaré la suspension de tous "les permis d'exploitation de tous les grands projets éoliens offshore en cours de construction aux Etats-Unis". Le gouvernement américain a annoncé, lundi 22 décembre, suspendre tous les grands projets d'éolien en mer en cours de construction aux

Etats-Unis pour des raisons de "sécurité nationale", dernière mesure prise par l'administration Trump contre cette source d'énergie renouvelable. Doug Burgum, le ministre américain de l'Intérieur, responsable notamment des ressources naturelles, a déclaré suspendre immédiatement "les permis d'exploitation de tous les

grands projets éoliens offshore en cours de construction aux Etats-Unis", après que le ministère américain de la Défense a identifié des "risques pour la sécurité nationale" posés par ces projets. Ces risques seraient liés aux "mouvements des pales" des éoliennes et à leurs "mâts hautement réfléchissants" qui "créent des interférences

radars", a-t-il poursuivi dans un communiqué. Cinq grands projets de construction d'éoliennes en mer, tous situés dans l'Atlantique au large de la côte est des Etats-Unis, sont concernés par cette suspension qui vise selon le ministère à donner le temps aux autorités et sociétés concernées "d'évaluer la possibilité d'atténuer les risques" en question.

PORTUGAL

Les prix de l'immobilier atteignent un niveau record

La valeur à laquelle les banques évaluent les maisons lors de l'octroi d'un prêt hypothécaire continue de s'accroître fortement. En novembre, les évaluations bancaires des maisons ont augmenté de 18,4 % par rapport à l'année précédente, atteignant un nouveau record historique de 2 060 par mètre carré. Les données publiées par l'Institut national des statistiques(INE) montrent que la valeur des maisons continue de croître cette année à un rythme sans précédent. En ce qui concerne l'évaluation attribuée par les banques, qui est basée sur des enquêtes réalisées auprès des banques dans le cadre de l'octroi de crédits au logement, le mois dernier a enregistré le deuxième taux de croissance le plus élevé depuis le début des relevés - seulement dépassé par l'augmentation de 18,7 % obser-

vée en juillet. Avec ces valeurs, une maison de 100 mètres carrés sera évaluée par les banques à une moyenne de 206,00 euros au niveau national (et comme référence) - avec des différences de valeurs d'une région à l'autre et également selon le type de logement. L'INE (Institut national des statistiques) indique également que le nombre d'évaluations bancaires a légèrement diminué le mois dernier, atteignant 36 282 évaluations (22 787 appartements et 13 495 maisons). Il s'agit d'une baisse de 2,4 % par rapport à l'année précédente.

27 % d'augmentation de la valeur

Toutes les régions ont enregistré une croissance significative par rapport à l'année dernière, la péninsule de Setúbal étant en

tête des augmentations : les évaluations bancaires dans cette région ont augmenté de 26,9 %, le taux le plus élevé jamais enregistré, pour atteindre 2 493 euros par mètre carré. Dans l'ouest et la vallée du Tage (23,6 %) et à Lisbonne (20,8 %), les prix ont également augmenté de plus de 20 % d'une année sur l'autre, selon l'INE (Institut national de la statistique). Dans le Nord, la valeur que les banques attribuent aux maisons a augmenté de 17,7 %, atteignant 1 760 euros par mètre carré, et dans les régions les plus touristiques de Madère et de l'Algarve, les augmentations ont été respectivement de 17,3 % et de 17,2 %. La région centrale (14,5 %), les Açores (15,5 %) et l'Alentejo (16,9 %) ont connu la croissance la moins importante.

ROYAUME-UNI

Confiance des consommateurs s'améliore en décembre

L'indice de confiance des consommateurs GfK pour le Royaume-Uni est passé à -17 en décembre 2025 contre -19 en novembre, dépassant les prévisions de -18 et signalant une légère amélioration du sentiment avant la période de Noël. Malgré la hausse, la confiance reste modérée en raison des pressions persistantes liées au coût de la vie et à l'incertitude économique plus large. Les cinq composantes de l'enquête se sont améliorées au cours du mois, rebondissant après une baisse en novembre qui avait été freinée par l'incertitude prébudgétaire. L'indice des achats importants, qui mesure la volonté d'acheter des articles coûteux, a augmenté de quatre points pour s'établir à -11, suggérant un élan de ventes de vacances plus fort par rapport au Black Friday le mois dernier. Cependant, Neil Bellamy, directeur des informations sur les consommateurs de GfK, a mis en garde en indiquant que "les ménages britanniques continuent de faire face à des pressions liées au coût de la vie malgré le récent assouplissement de l'inflation, ainsi qu'à une incertitude économique croissante, et ces conditions devraient freiner la confiance des consommateurs".

TURQUIE

Hausse du salaire minimum de 27% au 1er janvier

Le gouvernement turc a décidé d'augmenter le salaire minimum de 27% à partir du 1er janvier, a annoncé mardi le ministre turc du Travail, Vedat Isikhan. Le salaire minimum sera ainsi porté à 28.075 livres turques, soit environ 556 euros. «Notre objectif est de protéger le pouvoir d'achat de nos citoyens et d'améliorer leur qualité de vie. Nous ne sommes pas populistes. Nous n'avons jamais pris au sérieux les approches populistes de l'opposition», a déclaré Vedat Isikhan. «Cela ne répond à aucune de nos revendications. Le chiffre annoncé est inacceptable pour les personnes au salaire minimum, pour nous, ainsi que pour l'opinion publique», a protesté Ergun Atalay, président de Turk-Is, principale confédération syndicale de Turquie. Estimant que la commission sur le salaire minimum était dominée par les représentants du patronat et du gouvernement, Turk-Is avait refusé de participer aux négociations. «Nous savions qu'un chiffre satisfaisant ne pourrait être obtenu au sein de cette structure», a affirmé Ergun Atalay. En 2024, près de 11,2 millions de travailleurs turcs avaient touché le salaire minimum, selon une étude basée sur les données d'Eurostat, faisant de la Turquie du continent européen où cette proportion est la plus élevée.

STARLINK EN GRAND DANGER ?

L'OTAN affirme que la Russie préparerait de quoi détruire les satellites d'Elon Musk

La Russie développerait, selon les services de renseignement de l'OTAN, une arme antisatellite capable de cibler Starlink, à l'aide de nuages de débris spatiaux. Une menace sérieuse et inédite contre la constellation d'Elon Musk.

L'espace semble bien devenir le nouveau terrain de confrontation entre la Russie et l'Occident. Selon des renseignements de deux pays de l'OTAN consultés cette semaine par l'Associated Press, Moscou travaillerait sur une arme capable de noyer et détruire les satellites Starlink de SpaceX et Elon Musk sous des centaines de milliers de projectiles miniatures. Un scénario qui fait froid dans le dos et divise profondément les experts.

Des centaines de milliers de projectiles miniatures contre les satellites Starlink

Le projet de la Russie consisterait à larguer dans l'espace des centaines de milliers de billes métalliques de quelques millimètres, qui flotteraient en orbite comme un nuage destructeur. Tout satellite traversant cette zone serait criblé d'impacts à haute vitesse. Contrairement aux missiles antisatellites classiques qui visent un seul objectif, ce système « à effet de zone » neutraliserait d'un coup tous les satellites Starlink présents sur la trajectoire. Les billes seraient larguées par de petits satellites russes spécialement conçus à cet effet.

Des billes aussi minuscules échapperaient aux radars de surveillance spatiale terrestres et orbitaux, ce qui rendrait quasi impossible l'identification du coupable après une attaque. Un atout stratégique majeur pour Moscou, qui pourrait frapper sans laisser de traces tangibles. Du moins en théorie, car la réalité technique pourrait s'avérer bien plus complexe. Il est impossible de savoir quand cette arme pourrait être opérationnelle. Les renseignements confirment que la Russie y travaille actuellement, mais ne précisent ni si des tests ont eu lieu, ni à quel stade en est le développement. Ce flou entre-



tient deux réactions opposées. Il y a, d'un côté, ceux qui s'alarment d'une menace réelle, et ceux qui doutent que le projet soit vraiment abouti ou même réalisable.

De l'internet ukrainien aux menaces spatiales du Kremlin

Starlink, qui convainc jusqu'à Air France de son avantage technologique, inquiète beaucoup la Russie. Le réseau de milliers de satellites SpaceX, placés à 550 km d'altitude, fournit un internet rapide aux troupes ukrainiennes. Grâce à lui, elles coordonnent leurs mouvements, guident leurs missiles et communiquent en sécurité. Après presque quatre ans de guerre, cet avantage technologique est devenu crucial.

Mais les avertissements russes se multiplient. Le Kremlin considère les satellites commerciaux au service de l'armée ukrainienne comme des cibles militaires légitimes.

Le message a été martelé à plusieurs reprises par les autorités, et suivi d'actes concrets, puisque ce mois-ci, la Russie a annoncé le déploiement du S-500, un système de missiles sol-air capable d'abattre des satellites en orbite basse. Mais visiblement, cela ne suffirait pas. Le général canadien Christopher Horner, qui dirige les opérations spatiales militaires de son pays, est inquiet. Les États-Unis accusent la Russie de développer une arme nucléaire spatiale. Pour lui, un tel système « ne serait pas choquant » venant du Kremlin. De son côté, la France condamne les ac-

tions russes dans l'espace ces dernières années, qu'elle juge « irresponsables, dangereuses et même hostiles ».

Le suicide spatial que Moscou ne peut pas se permettre

Une telle menace est-elle réaliste ? Beaucoup d'analystes sont sceptiques. Victoria Samson, experte en sécurité spatiale, n'y croit pas franchement. « Je n'y crois pas. Vraiment pas », indique-t-elle. « Je serais très surprise s'ils faisaient ça. » Pour elle, une telle arme provoquerait un chaos incontrôlable, y compris pour la Russie et la Chine.

Le général Horner utilise une image : « Vous faites exploser une boîte pleine de billes. Cela couvrirait toute une zone orbitale et détruirait chaque satellite Starlink ainsi que tous les autres satellites à cette altitude. C'est ça qui est incroyablement troublant. » Les stations spatiales internationale et chinoise, situées plus bas, seraient aussi menacées par la chute des débris.

Le risque de dégâts collatéraux est bien réel. En novembre, un minuscule fragment de débris a suffi à endommager un vaisseau spatial chinois transportant trois astronautes. Clayton Swope, du Center for Strategic and International Studies, estime que les panneaux solaires des satellites, les éléments les plus fragiles, seraient les premières victimes. Victoria Samson rappelle que la Russie a investi massivement pour devenir une puissance spatiale majeure. « Utiliser une telle arme leur couperait l'accès à l'espace à eux aussi. Je ne sais pas s'ils seraient prêts à abandonner autant. » À moins que cette menace ne soit qu'une « arme de la peur », comme le suggère Clayton Swope, destinée à dissuader sans jamais être employée.

Microsoft éliminera C/C++ d'ici à 2030

L'objectif est ambitieux et il a été partagé par Galen Hunt, ingénieur senior chez Microsoft sur son profil LinkedIn. « Notre objectif est d'éliminer toute trace de C et C++ de Microsoft d'ici à 2030 », explique-t-il. Pour cela, son équipe va combiner à la fois l'IA et le langage Rust. Par ailleurs, elle va mettre en place une « infrastructure de traitement de code performante » pour que l'entreprise puisse déployer des agents IA capables de modifier le code à grande échelle. À terme, un développeur pourra changer un million de lignes de code par mois. La bascule vers Rust est recommandée par plusieurs autorités américaines qui estiment que les langages C et C++ ne gèrent pas suffisamment la sécurité mémoire.

Mark Zuckerberg "étouffe" son nouveau chef de l'IA, recruté pour... 14 milliards !



Pas à la hauteur ?

Car du haut de ses 28 ans, Wang serait dépassé par les événements selon plusieurs membres du personnel, rapporte le Fi-

nancial Times. Certains le considèrent comme trop inexpérimenté pour mener à bien un projet d'une telle envergure, d'autant que sa start-up Scale AI, bien qu'elle soit une pierre angulaire de l'écosystème

de l'IA, n'a jamais créé des modèles. Plutôt, elle se spécialise dans l'annotation de données, un service essentiel pour leur entraînement. Pour couronner le tout, Alexandr Wang aurait confié à des collègues que le micromanagement exercé par Zuckerberg l'étouffait. Le dirigeant ferait preuve d'un contrôle excessif auprès de ses équipes, les sollicitant sans cesse pour surveiller leurs avancées.

Meta attendue au tournant

Ces nouvelles informations viennent corroborer tout ce que l'on entend depuis des mois, et ce n'est pas fameux pour Meta qui a perdu sa figure la plus préminente dans l'IA il y a quelques se-

maines : le français Yann LeCun. Si l'entreprise a effectivement recruté toute une flopée de grands noms pour des montants exorbitants, ceux-ci se retrouvent sous une pression immense avec un rythme de travail effréné, parfois de 70 heures par semaine. Et nous devrions prochainement connaître le fruit de leur travail : un modèle surnommé Avocado en interne. L'échec est interdit pour Meta. Le cours de son action a dégringolé de 11 % en octobre, lorsqu'elle a annoncé l'investissement de milliards de dollars supplémentaires dans l'IA. Tous les yeux seront donc rivés sur le successeur de Llama, dont la quatrième itération a beaucoup déçu.

LES RACHETER LUI-MÊME PAR LE BIAIS
D'UNE AUTRE DE SES SOCIÉTÉS

Elon Musk adopte une solution insolite face à l'échec du Tesla Cybertruck

SpaceX électrifie actuellement sa flotte de véhicules de "service", et cela tombe bien, il existe dans la galaxie "Musk" un certain constructeur de voitures et camions électriques parfaitement apte à répondre à la demande. Surtout qu'on ne peut pas dire que les usines tournent à plein régime pour produire des Cybertruck dont les ventes sont à mille lieues de ce que pouvait annoncer le milliardaire à son lancement. Les immatriculations chez SpaceX ne suffiront tout de même pas à changer la donne pour le Cybertruck.

Vous connaissiez peut-être déjà les immatriculations « tactiques » très utilisées par les constructeurs dans le monde entier lorsqu'il s'agit de gonfler les chiffres de ventes, notamment dans des périodes de baisse de la demande. Pour Elon Musk, une immatriculation tactique, c'est aussi une voiture vendue par une de ses entreprises... à une autre de ses entreprises. Un principe de vase communicant bien utile en ces temps de disette pour le Tesla Cybertruck qui dégringole à un niveau alarmant aux Etats-Unis, dans un pays qui fait marche arrière sur l'électrique sous l'impulsion d'un Donald Trump très volatile.

Trop cher, le Tesla Cybertruck ?

Si le début de sa présidence a été marqué par une romance avec Elon Musk et Tesla, cela n'aura pas duré : Ford, GM, tous relancent désormais à marche forcée la production des V8, estimant que la demande pour les pick-up électriques n'y est pas. Et que la



Les Tesla Cybertruck pour SpaceX

SpaceX a donc décidé d'électrifier sa flotte et de remplacer ses pick-up thermiques et ses camions par des modèles électriques Tesla. Semi pour les camions, Cybertruck pour les pick-up. Et c'est une petite porte de sortie bienvenue après que les ventes de Cybertruck aient chuté de plus de 60 % au troisième trimestre, dans la foulée de l'arrêt des aides à l'achat pour les électriques. Selon Eletek, 1000 Cybertruck auraient été commandés par SpaceX à Tesla, et 1000 de plus seraient au programme. Une vidéo montrait récemment le parking du site Starbase avec un grand nombre de Cybertruck déjà alignés. Au lancement, Elon Musk affirmait qu'un million de commandes étaient enregistré pour son pick-up mais à ce jour, deux ans après la commercialisation, seulement 57 000 exemplaires ont été immatriculés. Une goutte d'eau dans un marché du pick-up à plusieurs millions d'exemplaires chaque année aux Etats-Unis.

politique de l'administration Trump n'aide pas non plus, notamment depuis la fin des bonus à l'achat. Désormais, le Cybertruck évolue à vue, et ce n'est probablement pas le meilleur sauvetage des achats SpaceX qui changera la donne. Il faut dire que Tesla n'a pas tout fait pour arranger les choses. Le constructeur a rapidement coupé court à la version Propulsion qui était la plus accessible. Aujourd'hui, il ne reste que deux modèles : AWD (79 990 \$) et Cyberbeast

(114 990 \$). Tesla a tenté de jouer la carte du véhicule « lifestyle » pour mieux faire passer la pilule des prix, mais la clientèle ne suit pas. A titre de comparaison, un Chevrolet Silverado double cabine V8 6.6 quatre roues motrices est vendu 50 000 \$. L'argument des coûts d'usage plus faibles sur l'électriques ne tiennent pas longtemps compte tenu de l'écart de prix massif, qui rend presque impossible la rentabilisation d'un Cybertruck face à un modèle thermique.

INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE

La très grosse inquiétude des fournisseurs et équipementiers

Malgré quelques flexibilités saluées, le "paquet automobile" présenté par Bruxelles ne rassure pas les équipementiers. La Fiev et le GPA jugent les mesures trop timides face à l'urgence industrielle et à la pression chinoise, et réclament des seuils de contenu local ambitieux, un vrai label "Made in Europe" et des aides publiques conditionnées, faute de quoi délocalisations et pertes d'emplois continueront de s'accroître.

Avec son paquet automobile détaillé ces jours-ci, la Commission européenne n'a pas convaincu l'ensemble de la filière automobile, c'est le moins que l'on puisse dire. Certains acteurs jugent ainsi les mesures de Bruxelles peu en lien avec l'urgence de la situation. Pour les équipementiers notamment, le compte n'y est pas. Et l'urgence de la situation face à une Chine omnipotente de plus en plus présente à tous les niveaux sur le Vieux Continent inquiète au plus haut point.

L'UE, toujours timorée dans ses décisions

Certes, Si La Fédération des industries des équipements pour véhicules (Fiev) et le Groupement Plasturgie Automobile (GPA) reconnaissent certaines avancées, chacun alerte sur un point central : en l'absence d'exigences ambitieuses de contenu local européen, les décisions annoncées n'enrayeront ni la perte de compétitivité ni l'ef-



fondrement de la base industrielle. Et laisseront ainsi le champ libre à la Chine, ou encore à l'Inde.

Des milliers d'emplois supprimés en Europe

"Ces mesures vont dans le bon sens, mais elles demeurent largement en-deçà de l'urgence de la situation", estime la Fiev, qui rappelle que ces sont déjà "7 000 suppressions d'emplois depuis 2024" qui ont eu lieu dans le secteur automobile européen, et beaucoup plus encore ces cinq dernières années, notamment en Allemagne. Pour les

équipementiers, les flexibilités introduites, neutralité technologique, lissage des objectifs dans le temps ou ajustement des cibles pour les petits utilitaires, restent insuffisantes pour répondre à l'ampleur du choc.

Un paquet insuffisant

Même son de cloche pour la GPA qui reconnaît "les avancées prises en termes de flexibilités, de neutralité technologique et de concept de préférence locale", tout en jugeant "le paquet automobile" "largement insuffisant pour assurer la compétitivité et la

GENESIS WINGBACK

L'Audi RS6

Avant selon

Hyundai

La Genesis Wingback personnifie la réponse de Hyundai à l'Audi RS 6 Avant. Car, selon le constructeur coréen, les clients se laisseront bientôt des sempiternels SUV. L'ère du SUV touche bientôt à sa fin, selon Luc Donckerwolke, Chief Creative Officer de Genesis. Et pour anticiper cela, le designer belge propose une belle initiative. En effet, la G90, limousine de luxe construite par la marque de prestige de Hyundai, sert de base à un break sportif baptisé Wingback.

Wingback

Selon Genesis, la Wingback fait le lien entre le nouveau label Magma qui caractérise les modèles les plus sportifs de la marque et le programme One of One qui permet de réaliser des créations uniques. Nous voyons plutôt ce sportbreak à la ligne marquée de hanches généreuses, d'appendices aérodynamiques supplémentaires et d'énormes sorties d'échappement comme une déclaration de guerre à l'Audi RS 6 Avant et à la BMW M5 Touring.

Mais ce n'est pas tout à fait exact, car compte tenu du positionnement de la Genesis G90, cette Wingback de 5,1 mètres de long s'érigerait plutôt en alternative à une Audi RS 8 Avant ou à une BMW M7 Touring. Mais celles-ci n'existent pas. Au même titre que cette Wingback d'ailleurs, qui n'est qu'une étude de design. Comme en témoigne la communication officielle qui se contente de préciser que sévit sous le capot un V6 alimenté par deux turbos. Avec tous ces SUV, on en oublierait presque à quel point un grand break doté d'un équipement sportif et d'un gros moteur peut avoir de l'allure. Espérons maintenant que ce projet passera au stade de la série, et sera commercialisé en Europe sans tarder.

Mots fléchés

PROPRE AU TYRAN METTRE EN MÉMOIRE		DANS L'EAU DE JAVEL MUSIQUE INAUDIBLE		SIÈGE DE L'ÉVÊQUE PRONOM PERSONNEL		EMPÊCHÉ GRANDE ÉPOQUE		CLAQUERA DES DENTS		DÉPARTEMENT 22		RESTENT SANS RÉPONSE NÉGATION	
								DÉPARTEMENT 69 PRÉFECTURE DU GARD					
CHAUSSURE LÉGÈRE LEXIQUE FAMILIER										PETITE MANIE FEUILLETÉ			
				LE GARÇON EN A UNE ATTAQUÉE								FIBRE DE VER	
LIVRE SAINT ACCORDS HARMONIEUX						PAS TRÈS AFFUTÉ PLANÈTE GÉANTE							
							AGENT DE LIAISON VEAUX, VACHES, COCHONS...			CADEAU FILET D'EAU			
EXCLAMATION			FLEUR PARFUMÉE		PAS TRÈS CONCRET POSSESSIF								
								DÉPARTEMENT 27 FIN DE ROUPILLON					DÉPARTEMENT 38
SUR UNE BORNE PAIRE DE DAMES			EXPLOSER LE PLUS SIMPLE APPAREIL							DÉPARTEMENT 48		APPARU	
					NETTOYONS LA FAÇADE								
NOTE DU CHEF	TROMPÉE DÉPARTEMENT 07				DÉMENT DÉPARTEMENT 15				L'ENTRÉE DE LA FORÊT POSSÈDÉS				
		DÉTECTIEZ APPRÉCIE								DÉPARTEMENT 81		TENNISMAN FRANÇAIS	
MUSIQUE DU MAGHREB METTENT SOUS PRESSE				OBTINSSE		BOIS BRULÉ	AU FOND DU PALAIS						
							SUIT LE DOCTEUR	A PRÉCÉDÉ LE COVID BRAMER					ILE BRETONNE
FAUTEUR DE TROUBLE SERVICE NON RENDU									DIEU COQUIN MESURE D'ANGLE				
			TAMISER VERTÈBRE							DIRECTION DE VENT			
DÉPARTEMENT 55		CAPITALE AU NORD DE L'EUROPE					FLOTTE				SOLDAT AMÉRICAIN		
					DÉPARTEMENT 59					JOUEUR DE FLUTE			

Pétrole: le Brent à plus de 62 dollars

Les cours du pétrole étaient quasiment à l'équilibre mercredi, sur un marché focalisant plus sur l'offre que sur les tensions géopolitiques en cours. Vers la mi-journée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, avançait à peine de 0,19% à 62,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,33% à 58,57 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 25 décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



APN

Adoption de la proposition de loi criminalisant la colonisation française en Algérie

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, la proposition de loi criminalisant la colonisation française en Algérie. C'est un moment historique, dira le coordinateur de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi. Lors de l'ouverture d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au vote de plusieurs projets et propositions de lois, dont la proposition de loi criminalisant la colonisation fran-

çaise en Algérie, les présidents des groupes parlementaires ont honoré M. Zeghidi en reconnaissance des efforts de ladite Commission dans la défense de la Mémoire nationale. Pour M. Zeghidi, la démarche visant à criminaliser la colonisation française en Algérie constitue un moment historique, dont les contours ont été définis par le président de la République, de même qu'il s'agit d'un message fort de la part des enfants de l'indépendance et descendants des chouchada, au sein du Parle-

ment, ainsi que d'une «réponse parlementaire à l'adresse des ennemis de l'Algérie et au monde entier». Il a également considéré cette initiative comme une réponse claire des «enfants de Novembre» à ceux qui glorifient le colonialisme au sein du parlement français, «pour leur rappeler qu'ils sont relégués à la marge de l'histoire», ajoutant que cette démarche représente un «message de libération pour nos frères en Palestine et au Sahara occidental». M. Zeghidi a, en outre, rappelé les efforts de l'Algérie en ma-

tière de criminalisation du colonialisme, et son soutien à la libération des peuples à travers le monde, car elle a «toujours été la locomotive de la libération et continuera d'incarner celle de l'éveil et du progrès». Il a, dans ce contexte, appelé le peuple algérien à demeurer attaché à l'unité nationale et à la renforcer, afin de protéger les acquis réalisés par l'Algérie, assurant que la Commission algérienne Histoire et Mémoire sera à la hauteur des aspirations du peuple et du serment des Chouchada.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

2025 : des mutations géopolitiques et des discours populistes

En cette fin d'année, les analystes comme les politiques s'expriment abondamment pour faire des pronostics sur l'avenir ; mais très peu se penchent sur le bilan de l'année qui vient de se terminer. A votre avis pourquoi ce comportement ou cette attitude ? La réponse la plus plausible serait de dire qu'ils ne se rappellent même pas des objectifs annoncés dans le passé, ou plus grave encore ils ont fait des déclarations à l'emporte-pièce pour plaire, au mieux, à leurs électeurs et au pire à leur « employeurs », alors qu'eux même ils n'en croyaient pas. Dans leur tête, ils doivent se dire, dans une année personne ne s'en rappellera. On n'est pas loin du populisme, dont l'une des postures est l'art oratoire par lequel on vend une promesse et non un résultat à terme. Contrairement au politique, en économie, le populisme peut être démasqué grâce aux chiffres. Une déclaration ou une promesse en économie est généralement portée par un chiffre exprimant une quantité, une valeur, un rapport, un indicateur, une unité monétaire. Mais la porte reste, tout de même, ouverte même en économie lorsque celle-ci n'est plus présentée par des données quantifiées. C'est le cas aujourd'hui dans plusieurs pays. Donc les promesses économiques, en veux-tu, en voilà. Pour les résultats, il faut repasser. Globalement, l'économie mondiale a été marquée, en 2025, par des crises géopolitiques majeures et surtout par le rôle joué par Trump. La politique douanière qu'il a menée au cours de cette année est encore dans tous les esprits. Des recompositions géopolitiques ont été constatées, le commerce mondial a été reconfiguré, des politiques protectionnistes ont été mises en œuvre pour contrer celles de Trump. L'endettement des Pays a été fortement augmenté, alors que la croissance a continué le rythme de 2024 et l'inflation est globalement maîtrisée dans pratiquement tous les pays avec, toutefois, des tendances haussières au cours des deux derniers mois, particulièrement aux

USA. Trump, toujours derrière les symboles et les coups médiatiques, a décidé de donner une prime à tous les militaires de l'US Army d'un montant de 1776 \$ par tête, ce qui représentera une dépense additionnelle de 2.5 Mds de \$ si l'on compte 1.4 millions de soldats actifs. Ce montant est prélevé dit-il sur les gains additionnels tirés des Taxes douanières instaurées au printemps dernier. Mais Pourquoi ce chiffre 1776 ? Ceci correspond à l'année de la déclaration d'indépendance des Etats Unis, soit le 4 juillet 1776. Le populisme quand il devient une idéologie même dans le pays de la rationalité et du pragmatisme, n'augure pas d'un avenir serein ; d'aucuns diraient que les USA sont en phase de devenir une dictature. Le populisme est à la politique ce qu'est le cancer au corps humain, il métastase pour tout détruire. A ces aspects généraux qui ont marqué l'année 2025, quelques autres facteurs sont intervenus en cette fin d'année. La signature d'un contrat « historique » de livraison du gaz par Israël à l'Egypte à l'horizon 2040, soit près de 15 ans de livraison. L'Egypte était exportatrice de gaz jusqu'en 2022. Que s'est-il passé alors pour devenir importateur net ? Même les puits en offshore ne s'épuisent pas aussi rapidement. C'est certainement un problème de planification. Florence Albanese (rapporteuse spéciale des NU sur Gaza) déclarait à ce sujet : « L'Egypte peut dire ce qu'elle veut, mais l'achat de 35 Mds de \$ de gaz à Israël viole le droit international, y compris l'avis consultatif de la CIJ de 2024, et constitue un signe incroyable de soutien à Israël pendant le génocide en Palestine. Les Etats doivent cesser de faire passer les profits avant l'humanité. » (Presse internationale). Les déclarations euphoriques des deux présidents, américain et russe n'augmentent pas un monde serein et des relations internationales apaisées. Les politiques protectionnistes se renforcent par des mesures tarifaires ou non

tarifaires. L'acier algérien est taxé en Amérique à 127%, car considéré comme un produit bénéficiant d'une politique de dumping que la législation américaine sanctionne sévèrement. (Communiqué du département du commerce américain). Le même sort sera réservé au ciment/clinker exportés par l'Algérie. En effet, l'Algérie subventionne ces deux produits (acier et ciments) à travers des prix fortement soutenus de l'énergie (gaz et électricité) dont la part de cette dernière dans les coûts de production est de plus de 55% pour le ciment et plus de 40% pour l'acier et les métaux ferreux. Avec ces taxes de protection, l'Algérie perdrait ses marchés récemment conquis et continuera à subventionner les pays étrangers et les opérateurs économiques exportateurs étrangers comme Holcim pour le ciment/clinker et Tosyali et Algerian Qatari Steel (AQS) pour l'acier, par le truchement des transferts de dividendes. La bonne règle est que chaque fois que l'opérateur économique exporte des produits fortement subventionnés, il doit rembourser au moins une partie de la subvention. Cette subvention profite au pays importateur et à l'entreprise exportatrice. Le Trésor public enregistre un manque à gagner fiscal et une dépense budgétaire. La guerre, terres rares contre semi-conducteurs, a été évitée de justesse entre la Chine et les USA. Selon des analystes des relations Chine/USA, cette guerre aura lieu à moyen terme, et elle sera décisive et même critique pour le leadership technologique mondiale. Début novembre, le patron de Nvidia (société IA) a semé la panique en déclarant au Financial Times : « La Chine va remporter la course à l'intelligence artificielle. » Et d'avancer un argument apparemment paradoxal : boycotter Pékin, c'est l'encourager à développer ses propres capacités tandis que les Etats-Unis peuvent conserver leur avance « d'une nano seconde » s'ils parviennent à maintenir les développeurs

d'IA dépendants des puces Nvidia. Jensen Huang (Patron de Nvidia) a eu gain de cause auprès de la Maison Blanche, en obtenant début décembre de Donald Trump l'autorisation d'exporter ses puces dites « H200 » vers Pékin. » (Le Monde du 23/12/2025). La Chine, de son côté, n'a pas interdit l'exportation des minéraux rares vers les USA. Le face-à-face Chine-Amérique se déroulera désormais dans le Pacifique ; ainsi l'Europe sera définitivement déclassée. Elle est déclassée dans le dossier ukrainien, alors qu'elle est appelée à supporter seule (sans les américains) l'effort de guerre estimé pour l'année 2026 à 120/150 Mds de \$. Pour certains dirigeants européens (Macron entête), la solution est toute trouvée, il faut puiser dans les avoirs russes estimés à 210Mds de \$. Pour d'autres, ces avoirs ne peuvent être que gelés mais jamais confisqués, sinon la crédibilité du système financier européen sera entachée. Au final les 27 ont obtenu un accord pour financer 90 Mds de \$ à emprunter sur le marché financier, c'est-à-dire remboursable, donc supportés par le contribuable européen. Pendant que l'Amérique négocie avec la Russie un plan de paix, dont l'arrière-pensée est l'exploitation des ressources naturelles russes et ukrainiennes, l'Europe collecte les fonds nécessaires pour l'Ukraine ; quel destin pour le vieux continent. M. Nacer Bourenane (Contribution en page 5 du présent numéro) résume la situation du monde en cette fin d'année en des termes pertinents : « Pour tous, 2025 marque la fin des illusions. Elle marque une accélération du processus interne de déconstruction avec ce qu'il charrie de drames. Mais ce n'est là qu'un premier aspect. Un autre mérite d'être mentionné. Au double plan commercial et financier, le système fondé sur l'utilisation du dollar américain comme référent universel et comme la monnaie de dernier recours est remis en cause. » Gardons l'espoir que l'année 2026 sera meilleure. Rien n'est moins sûr.